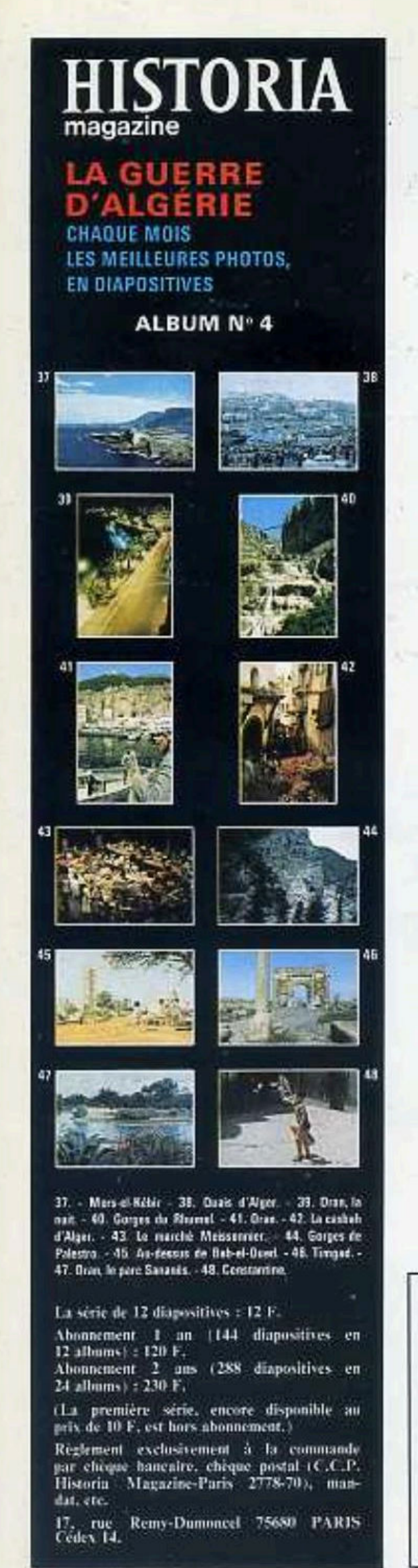


LA GUERRE D'ALGÉRIE

LE DÉPART DES GÉNÉRAUX DU 13 MAI



Couverture : Photo Vital/Paris-Match



MAI 1959. UN AN APRÈS...

Jean FONTUGNE

Le mois de mai 1959 sera encore un mois d'élections en Algérie. Les récentes déclarations – officielles ou dans le privé – du président de la République seront analysées avec leurs électeurs par les candidats. Les sénateurs sortants seront, à quelques exceptions près, réélus.

En métropole, le grand débat engagé sur les « questions orales » permettra aux parlementaires d'éviter, dans l'immédiat, de traiter de la guerre. Toute latitude est pratiquement laissée au général de Gaulle pour prendre ses décisions. D'autres graves sujets de préoccupation absorbent d'ailleurs les politiciens : la crise de Berlin et la tension créée en Extrême-Orient après la solution de force adoptée par la Chine communiste pour réduire l'insurrection au Tibet.

Le président de la République, de son côté, n'en continue pas moins à préparer l'opinion à approuver la solution qu'il souhaite donner au problème algérien. Son voyage dans le Berry et en Touraine, en ce même mois de mai, lui en donne une nouvelle occasion. Certes, dans ses allocutions et discours, il traitera de politique internationale. Il ne manquera pas de parler de l'expansion économique au moment même où les premières grèves importantes depuis juin 1958 se préparent à la S.N.C.F. et dans les transports parisiens. Mais tout au long de son périple il rappellera que, dans l'Algérie rénovée, « chaque homme de ce pays-là pourra, grâce à son suffrage, disposer de lui-même, comme il le faut dans les démocraties »...

Seule formation politique à prendre alors ouvertement position, le parti socialiste autonome ira beaucoup plus loin.

Il demandera, dans la motion finale de son congrès national, qu'« une offre de cessez-le-feu soit faite aux insurgés ».

Le F.L.N., de son côté, devant la baisse de moral de ses wilayas se prépare à faire passer en Algérie des unités régulières de l'Armée de libération nationale instruites en Tunisie.

Plus grande est l'activité diplomatique des représentants du gouvernement provisoire de la République algérienne qui se rendent dans les principales capitales du monde libre ou du monde communiste dans le dessein d'internationaliser les problèmes d'Afrique du Nord. La réussite de leurs missions ne fera pas de doute au cours des prochains mois de l'année 1959.

J.F.

Sommaire n° 67 - Historia magazine n° 281

APRÈS JOUHAUD ET SALAN, LE TOUR D'ALLARD



Après le général Jouhaud, après Salan, c'est au tour du général Allard *(photo du haut)* de quitter l'Algérie. Il part le 5 avril 1959, emportant une dernière image d'Alger la Blanche *(photo du bas)*.

QUITTANT définitivement l'Algérie, le 5 avril 1959, pour rejoindre mon nouveau poste en Allemagne, c'était le cœur lourd que, par les hublots de l'avion, je regardais pour la dernière fois les rivages de cette Algérie où j'avais commencé ma carrière trente-quatre ans plus tôt, où j'avais servi de nombreuses années, participé à la résurrection de notre armée après novembre 1942 et exercé divers commandements depuis le début de la rébellion.

Contre mon gré, je quittais donc ce territoire alors que n'était pas achevée la mission de ramener la paix dans une Algérie rénovée indissolublement liée à la France. J'étais étreint d'une certaine inquiétude, onze mois s'étaient écoulés depuis le sursaut du 13 Mai et rien n'était encore résolu. Cependant, j'avais présent à l'esprit ce que m'avait dit ▶

Allard quitte Alger le cœur lourd, sa mission inachevée...

quelques jours plus tôt, à l'Élysée, le général de Gaulle :

– Vous allez quitter l'Algérie, que pensez-vous de la situation ?

Il m'écouta longuement et j'en vins à lui parler de l'état d'esprit des masses musulmanes :

– De nouveau, elles doutent de leur avenir. Partout, dans le bled, les musulmans me disent : « Que deviendrons-nous » demain ? Promets-nous que la France » et l'armée ne nous abandonneront » pas. Nous avons dit *oui* au général de » Gaulle. » Ils attendent de vous, mon général, des paroles que vous ne prononcez pas et, de nouveau, le doute s'empare d'eux. Pour eux, ou bien c'est la France, ou bien c'est le F.L.N.

Alors, le général de Gaulle de m'interrompre :

– Mais enfin, pourquoi doutent-ils ? N'ai-je pas fait le plan de Constantine ? Que veulent-ils de plus ?

– Le plan de Constantine n'est pas ce qui les intéresse ; ce qu'ils veulent, c'est la certitude que demain ils seront français.

– Eh bien, puisque vous retournez là-bas pour faire vos adieux, vous leur direz que jamais la France ne les abandonnera, que jamais l'armée française ne quittera ce pays, et *(martelant son bureau du poing)* que moi, général de Gaulle, jamais je ne traiterai avec ces gens du Caire ou de Tunis.



Coll. Gal Allard



Lombard

Des Français à part entière

Tout au long de ma tournée d'adieux, d'un bout de l'Algérie à l'autre, devant des auditoires mêlés : civils et militaires, Français de souche et musulmans, j'ai répété ce que le général de Gaulle m'avait affirmé avec tant de vigueur.

Cependant, dans le fond de mon cœur, j'en venais moi aussi à douter, et pendant que l'avion m'éloignait de cette Algérie si attachante, je me remémorais les étapes parcourues depuis les journées inoubliables de mai 1958. Je revivais en esprit, non seulement tous ces rassemblements de foi patriotique sur le Forum d'Alger, mais aussi toutes ces réunions que j'avais présidées dans le bled : partout cette foule de musulmans, venus souvent de loin à travers la montagne, dans leurs habits de fête, pour crier leur foi dans la France et leur volonté de rester français. Tous ces rassemblements qu'aucun incident ne vint jamais troubler, comme si les fellaghas avaient subitement disparu, pas une grenade, pas un coup de fusil. C'était une atmosphère de paix, de soulagement, de joie dans la fraternité, dans la réconciliation des deux communautés. Pour ces gens simples, c'était gagné. La France, enfin, avait parlé et parlé clair par la bouche d'un chef prestigieux.

Les paroles du général de Gaulle étaient gravées dans les mémoires comme elles s'étalaient partout sur les murs : « A partir d'aujourd'hui, la France considère que, dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une catégorie d'habitants, il n'y a que des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs » (Alger, 4 juin). « Il s'agit que l'Algérie participe [au référendum] avec la volonté de démontrer, par là, qu'elle est organiquement une terre française aujourd'hui et pour toujours » (Oran). « Il n'y a plus ici, je le proclame en son nom





En haut : Jacques Chaban-Delmas, accompagné du général Allard *(fumant la pipe)* et du général Desjours, commandant le secteur de Blida, visite un poste. *A droite :* Mai 1958. Au cours d'une de ces glorieuses journées, Allard avec, entre autres, Jacques Soustelle, Massu, Thomazo. Au second rang, on aperçoit Sérigny. *Ci-dessous à gauche :* vote dans une école de Kabylie. Malgré les méfaits et l'intense propagande du F.L.N., les musulmans, confiants dans les paroles du général de Gaulle, avaient prononcé, lors du référendum, un *oui* massif et sans équivoque.

[la France], je vous en donne ma parole, que des Français à part entière, des compatriotes, des concitoyens, des frères qui marchent désormais dans la vie en se tenant par la main... Vive l'Algérie française ! » (Mostaganem).

Aux yeux de tous, c'était clair et sans équivoque. Que le référendum annoncé pour septembre fût largement positif et alors il n'y aurait plus de problème, par son *oui* la population d'Algérie aurait clairement et librement fait son choix : être française.

Au cours de son deuxième voyage en Algérie, début juillet, les paroles du général de Gaulle n'ont déjà plus le même ton ni la même résonance que celles, vibrantes, prononcées en juin, comme s'il voulait en minimiser la portée. « On ne comprend plus et l'on s'inquiète », écrit alors le bulletin de liaison des anciens combattants. Peu après, dans sa déclaration radiodiffusée du 13 juillet, une phrase où il est question que l'Algérie ait sa place dans un ensemble fédéral que la France constituera avec ses territoires d'outre-mer, fait dire au journal *Salut public :* « Il y a une équivoque qu'il convient de lever. » D'autre part, le fait que Soustelle, partisan de l'Algérie française et si populaire en Algérie, soit maintenu à l'écart des affaires algériennes inquiète



◀ Oran. Juin 1958. Allard descend de la tribune où le général de Gaulle vient de s'adresser à la population. C'était le temps où de Gaulle disait que l'Algérie était « organiquement une terre française ».

De Gaulle, entouré ▶ des généraux Salan, Jouhaud et Allard. Peu de temps après, ce fut le grand chambardement et l'élimination des généraux du 13 Mai. D'un trait de plume, le général de Gaulle fit place nette.

Palacio

"sur un tapis rougi du sang de tes enfants"

de nombreux milieux. Cependant, la préparation du référendum requiert l'attention de tous, et l'on s'y prépare dans les deux camps.

Le F.L.N. avait été désemparé par les événements de mai et de juin. A tout prix, il lui fallait boycotter le référendum et reprendre la population en main. S'il ne pouvait empêcher les musulmans de participer au vote ou au moins les forcer à voter *non,* tout son combat perdait sa raison d'être. Il s'employa par tous les moyens à cette tâche. Et d'abord en interdisant les inscriptions sur les listes électorales par des menaces de mort, le vol des cartes d'identité et une intense propagande. Mais ce fut un premier échec, et bien que ce fût la première fois que la femme musulmane était appelée à voter, plus de 85 % de la population se fit inscrire sur les listes électorales. Début septembre, le F.L.N. se déchaîne : recrudescence d'activité militaire et d'attentats et intense propagande à base d'avertissements, de tracts et de menaces. En voici quelques exemples :

« L'inscription sur les listes électorales, la participation ou les candidatures aux élections de De Gaulle, référendum ou autre, demeurent formellement interdites.

» Toutes les infractions à cet ordre seront considérées comme des actes de trahison et impitoyablement châtiées. » *(Wilaya 1.)*

« Que ceux qui se prêtent au jeu de l'ennemi, qu'ils sachent que ce sont quatre années de lutte farouche, de sacrifices, de sang et de larmes qu'ils trahissent. Qu'ils sachent que ceux qui trahiront à cette occasion n'auront jamais notre pardon. » *(Wilaya 1.)*

La métropole ne suit pas

Le ton est le même dans toutes les wilayas :

« L'A.L.N. est très puissante. Le F.L.N. est très puissant. Ils sont partout, ils sauront châtier le traître qui votera. » *(Wilaya 5.)*

Même le général de Gaulle est vivement pris à partie pour le discréditer aux yeux des musulmans :

« De Gaulle ment. Refuse de participer aux élections. Non, tu n'accepteras pas le marché de dupes que te propose de Gaulle sur un tapis rougi du sang de tes enfants. » *(Wilaya 4.)*

« Les Algériens connaissent bien de Gaulle : n'est-ce pas lui qui, le 8 mai 1945, fit tuer 45 000 Algériens ? » *(Wilaya 6.)*

En wilaya 2, les ordres sont plus subtils : le vote est autorisé à condition que ce vote soit *non,* l'électeur doit rapporter le bulletin *oui* et pouvoir le présenter à toute réquisition sous peine de mort.

Enfin, partout est lancé un ordre de grève générale pour les 26, 27 et 28 septembre. Pour frapper les imaginations à la veille de la consultation, c'est le 19 septembre que le F.L.N. annonça la formation d'un « gouvernement provisoire de la République algérienne » (G.P.R.A.) sous la présidence de Ferhat Abbas.

La bataille du référendum était engagée. De notre côté, tout fut mis en œuvre pour permettre aux populations, surtout celles dispersées dans le bled, de se rendre aux urnes et de pouvoir s'exprimer librement. A cet effet, le gouvernement prit toutes dispositions pour assurer cette liberté de vote grâce notamment à l'envoi d'une commission de contrôle qui détacha des agents dans tous les centres et bureaux de vote, le rôle de l'armée étant d'assurer la sécurité des communications et de s'opposer à toute action du F.L.N.

Le 30 août, à Alger, le général de Gaulle avait rappelé le sens du référendum. Pour l'Algérie, il n'était pas question de Constitution mais bien de fixer son destin : « Par leur vote, les habitants d'Algérie vont fournir une réponse à la question de leur propre destinée. Pour chacun, répondre *oui,* dans les circonstances présentes, cela voudra dire, tout au moins, que l'on veut se comporter comme des Français à part entière et que l'on veut que l'évolution nécessaire de l'Algérie s'accomplisse dans le cadre français. »

Cette déclaration donna lieu à beaucoup de discussions. Qu'avait voulu dire exactement le chef du gouvernement ?



Camus/Paris-Match

Sa déclaration était entourée de restrictions... Ne serait-il plus question d'affirmer que « l'Algérie est organiquement terre française aujourd'hui et pour toujours »?

Les pieds-noirs ne cachaient pas leur déception. Quant aux musulmans, déjà, ils avaient eu du mal à comprendre qu'il fallût attendre trois mois pour que leur destin fût fixé. N'avaient-ils pas proclamé leur choix au cours de toutes les manifestations populaires qui, depuis le 16 mai, s'étaient déroulées dans les villes, les bourgades et les villages? Pour l'immense majorité d'entre eux, les événements de mai et le voyage du général de Gaulle, au début de juin, avaient marqué un tournant décisif. De Gaulle avait pris en main, avec celles de la France, les destinées de l'Algérie, il avait prononcé les paroles que tous attendaient (même si le mot « intégration » n'avait pas été dit) et pris des engagements solennels au nom de la France; ils avaient répondu par leurs acclamations et leur enthousiasme.

Pendant trois mois l'attente est longue et génératrice d'inquiétude. La métropole ne suit pas, elle ne vibre pas à l'unisson des habitants d'Algérie, dont elle met en doute la spontanéité et la sincérité des sentiments. Mais laissons la parole à Robert Abdesselam (1), qui, dans un article remarqué, paru dans *le Monde* du 26 août, fait état de cette inquiétude :

« L'Algérie est profondément inquiète depuis quelques mois; sa population est déçue par la métropole. Pour celle d'origine européenne, cette inquiétude est sincère. Les pieds-noirs, comme ils se nomment eux-mêmes, n'admettent pas que l'on puisse mettre en doute leur sincérité. Ils admettent encore moins que trop de leurs compatriotes persistent à confondre cette intégration — qu'ils réclament — avec l'assimilation, pour conclure au rejet de la première formule.

Une déception teintée d'angoisse

Mais c'est pour la population d'origine autochtone que la déception est la plus forte. Elle se teinte même, pour son élite, d'un sentiment d'angoisse, qu'elle ait risqué sa vie en manifestant, depuis le début de la rébellion, sa fidélité à la France, ou qu'au contraire, de tendance nationaliste, elle ait été à l'affût de toute solution raisonnable autre que la tyrannie que lui offrait le F.L.N. L'amélioration de la situation militaire, la fin du terrorisme urbain, la réforme municipale, avaient, à la veille du 13 Mai, commencé à faire basculer de notre côté l'immense masse des attentistes et des hésitants. Le « miracle » du 13 Mai, qui est celui de la fraternisation, avait fait le reste.

« Lasse de cette guerre atroce dont les siens sont les premières victimes, entrevoyant pour la première fois la fin de son cauchemar, réalisant que, cette fois, la France avait irrévocablement manifesté sa détermination de rester, comprenant que le mouvement n'était nullement dirigé contre elle, consciente du désarroi dans lequel se trouvait le F.L.N., confiante que l'intégration signifiait en même temps que sa promotion politique et sociale la réalisation de certaines de ses aspirations, fascinée par le nom et la personnalité du général de Gaulle, libérée enfin, comme par enchantement, l'enchantement du Forum, de ce complexe qu'elle avait vis-à-vis de l'Européen, l'immense majorité de la communauté d'origine musulmane était « disponible » lorsque le chef du gouvernement atterrit pour la première fois à Alger dans l'euphorie générale.

(1) Avocat à la cour d'appel d'Alger, né de père kabyle et de mère européenne.



E.C.P.A.

Abdesselam : « L'intégration de la Lorraine au Hoggar. »

Lors des législatives de novembre 1958, les partisans de l'intégration l'emportèrent. Abdesselam, Djebbour et Pierre Lagaillarde furent parmi les élus. Lagaillarde obtint en dernière heure le soutien de Sérigny. Joseph Ortiz et ses amis du F.N.F., quant à eux, avaient fait campagne contre les élections.



E.C.P.A.

Pierre Lagaillarde, candidat à Alger-Ville. Toujours en tête.



Dalmas

Jo Ortiz, le cafetier du Forum. Un homme qui sait parler...



E.C.P.A.

Djebbour, commerçant. Sous l'étiquette « Algérie française ».

▶ LE TOUR D'ALLARD

l'allégresse s'évanouit et fit place au sentiment d'avoir été dupé

« Aujourd'hui, hélas ! trois longs mois ont passé, mais elle ne peut encore que s'interroger, se demander si la réalisation de ses aspirations n'est que retardée jusqu'au lendemain du référendum.

« Malgré cela, l'Algérie tout entière votera *oui*. »

Les résultats du référendum furent, en effet, une victoire éclatante. 80 % des électeurs inscrits participèrent au vote, proportion remarquable quand on pense aux menaces du F.L.N. et aux difficultés matérielles pour beaucoup de se déplacer dans certaines zones d'insécurité,



14 PAGES

Le Monde

Bouleversement de la représentation parlementaire : 387 sortants disparaissent

LE GROUPE U.N.R. ET LES ÉLUS D'ALGÉRIE FERONT UN BLOC DE 260 DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE

Mais où est le gaullisme ?

Les socialistes perdent un siège sur deux et les communistes n'en sauvent que dix

MM. Edgar Faure, Lacoste, Pineau, A. Morice Defferre, Mitterrand et Jacques Duclos battus

De Gaulle et Coty le jour de la passation des pouvoirs. Au nouveau président, Coty, ému, avait dit : « Sous votre haute impulsion, la République rénovée [...] saura poursuivre avec ténacité sa marche en avant vers le grand destin que notre France a tant mérité. » *En bas : le Monde* publie le résultat des élections.

Vital/Paris Match

l'armée ne pouvant être partout. A 97 % des votants, la population se prononça pour le *oui* : le *oui* à la France, le *oui* à de Gaulle. Pour le F.L.N., l'échec était total; cependant, il tint parole : pendant la quinzaine du référendum, on assista à une forte recrudescence du terrorisme.

Décommandée *in extremis*

L'Algérie, massivement et sans équivoque, avait, par son vote, affirmé son désir d'être française. Le chef du gouvernement allait-il en prendre acte et agir en conséquence, ou bien, une fois de plus, faudrait-il attendre pour voir clair dans les intentions du général à l'égard de l'Algérie ?

C'est bien l'impression que l'on eut en écoutant les discours du général de Gaulle, les 2 et 3 octobre, à Orléansville et à Constantine. Les brèves allusions au destin politique de l'Algérie restèrent dans le vague ; en revanche, l'accent était mis sur un prochain effort de développement économique et social. A Orléansville : « L'Algérie et la France marchent ensemble vers l'avenir, dans la liberté et la fraternité », et à Constantine : « Quel est l'avenir auquel la France l'appelle ? Algériens, Algériennes, je suis ici pour vous l'annoncer. L'avenir de l'Algérie sera bâti sur une double base, sa personnalité et sa solidarité avec la métropole. »

Venait ensuite l'énoncé des principales mesures constituant le « plan de Constantine » : entrée des musulmans dans l'administration, égalité des salaires et traitements avec ceux de la métropole, répartition de 250 000 hectares de terres aux cultivateurs musulmans, mise en valeur agricole et industrielle de l'Algérie ; enfin, c'était l'annonce d'élections législatives pour fin novembre.

Pour la première fois, le général de Gaulle s'adressait aux habitants des départements français d'Algérie en disant : « Algériens, Algériennes ! » Que l'on était loin des affirmations de juin : « Dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une catégorie d'habitants, des Français... L'Algérie est organiquement une terre française aujourd'hui et pour toujours ! » La déception fut grande ; était-ce là la réponse de De Gaulle à la volonté librement exprimée par les membres des deux communautés d'être français à jamais ?

L'allégresse qui avait suivi la proclamation des résultats du référendum s'évanouit bien vite pour faire place à un sentiment de duperie et surtout de tristesse. On ne comprenait plus.

Le 14 octobre, par une lettre au général Salan, le chef du gouvernement prescrivit le retrait immédiat des officiers siégeant dans les comités de salut public où ils n'étaient entrés que sur ordre du commandement, pour les maintenir dans leur seul rôle d'organe de liaison avec la population : « Le moment est venu où les militaires doivent cesser de faire partie de toute organisation qui revêt un caractère politique. Je prescris qu'ils s'en retirent sans délai ». Ce fut la



Le président de Gaulle choisit pour premier ministre Michel Debré. Choix dicté, probablement, par la fidélité à toute épreuve de Debré aux thèmes du gaullisme comme à la personne même du général. Ici, au cours d'un voyage qu'il effectua en Algérie en 1959, Debré s'adresse à des musulmans.



Michel Debré, ici avec le général Allard, lors d'une tournée en Algérie. Lorsqu'il débarqua à Alger, le 8 février 1959, Debré déclara : « Je viens, au nom du gouvernement français, en donner l'assurance..., assurance qui se résume par ces mots : en Algérie, la France demeurera. »



Photos E.C.P.A.

consternation chez les officiers, qui s'étaient donnés de tout cœur à leur tâche; ce fut la colère chez les civils des comités, livrés à eux-mêmes. A Alger, les durs du comité, Lagaillarde, Ortiz, Martel, décidèrent alors de réagir en appelant le peuple d'Alger à une grève générale le 16 octobre : « De Gaulle nous a trahis, il ne faut plus attendre et lui montrer ce que nous représentons. » Grève, bien entendu, interdite par le général Salan; cependant, il fallut une mise en demeure très ferme de Massu, menaçant de mater cette grève comme il avait maté celle du F.L.N. en 1957, pour qu'elle fût décommandée *in extremis* le 16 au matin.

C'est aussi avec consternation que l'on apprend, à cette date, que le général Jouhaud, pied-noir originaire d'Oranie et qui a joué un grand rôle dans les événements de mai, est muté en métropole.

Quelques jours après, le général de Gaulle donne sa première conférence de presse à Paris. Pour la première fois apparaît dans son vocabulaire concernant l'Algérie le mot « association » :

« La participation massive des Algériens à la consultation a établi, pour l'évolution politique, économique et culturelle de leur pays, une base psychologique qui n'avait jamais existé, et, sur cette base, il est maintenant possible aux Algériens et aux Métropolitains de construire ensemble l'avenir... Moi, je crois, je l'ai déjà dit, que ces solutions futures auront pour base, parce que c'est dans la nature des choses, la personnalité courageuse de l'Algérie et son association étroite avec la métropole française. Et cet ensemble, complété par le Sahara, eh bien, je crois qu'un jour ou l'autre il se liera, pour le progrès commun, avec les libres États du Maroc et de la Tunisie... » Puis, s'adressant au F.L.N., il lance un appel au cessez-le-feu, à la « paix des braves », et déclare : « Nous sommes prêts à recevoir en métropole, pour mettre fin aux hostilités, les délégués de ceux qui dirigent la lutte. » Appel rejeté, dès le 25, par Ferhat Abbas, au nom du G.P.R.A. Il déclare : « Le problème du cessez-le-feu en Algérie n'est pas simplement un problème militaire, il est essentiellement un problème politique et la négociation doit porter sur l'ensemble du problème de l'Algérie. »

Ces événements font l'effet d'une douche froide. De Gaulle pense donc réellement à négocier avec le F.L.N. Les initiés savent bien d'ailleurs que Farès, l'ancien président de l'Assemblée algérienne, fait souvent la navette entre Paris et la Suisse où il rencontre des représentants du G.P.R.A. Le 31 octobre, le président du Conseil décide de faire libérer 1 000 détenus des centres d'hébergement. Le 2 novembre, Ferhat Abbas déclare que « le G.P.R.A. est prêt à négocier avec la France pour mettre un terme à l'effusion de sang ».

Mais les élections législatives approchent et leur préparation retient maintenant toute l'attention. On veut espérer que le général de Gaulle sera obligé de tenir compte de la volonté des représentants élus d'Algérie. N'avait-il pas dit : « Avec eux, nous verrons comment faire le reste »?

En pleine campagne électorale

Bientôt, cinquante-quatre listes sont en présence comprenant 190 candidats, 61 français de souche et 129 musulmans, pour 67 sièges à pourvoir dans la proportion de 46 pour les musulmans et 21 pour les Français. Il a été, parfois, difficile de trouver des musulmans représentatifs dans le climat d'incertitude qui règne alors en Algérie. Climat auquel contribuent non seulement les positions de retrait prises par le général de Gaulle depuis le référendum, mais aussi les bruits persistants de négociation possible avec le F.L.N. C'est ainsi que Barakrok, ancien sous-secrétaire d'État, demande comme condition pour constituer une liste à Batna d'avoir une assurance du chef du gouvernement concernant son attitude envers les milieux musulmans au cas où les pourparlers, dont on parle tant, auraient lieu avec le F.L.N. N'ayant pas obtenu de réponse, il renonce, déclarant, dit-on : « Je ne serai pas un second Glaoui. »

De son côté, le F.L.N., redoutant la représentativité des futurs élus de l'Algérie, annonce le boycottage du scrutin si le gouvernement français ne renonce pas aux élections; un certain nombre de milieux politiques en métropole, faisant chorus avec le F.L.N., proposent l'ajournement des élections pour l'Algérie.

Enfin, en pleine campagne électorale, et comme pour ajouter à la confusion, Ferhat Abbas propose un cessez-le-feu

E.C.P.A.

De Gaulle entend rester seul maître de mener les affaires algériennes à son gré

provisoire en Algérie par des négociations sous les auspices des Nations unies, et le gouvernement prescrit, à l'occasion du 11 novembre, la libération de plusieurs milliers d'internés des camps d'hébergement.

Cependant, sous l'œil vigilant des commissions de contrôle, présidées par M. Hoppenot, les élections se déroulent les 27, 28 et 29 novembre, dans l'ordre et sans incident majeur de la part du F.L.N.

Dans son message de nouvel an

C'est un succès massif pour les candidats se réclamant de l'intégration.

Voilà donc que, pour la troisième fois, l'Algérie a fait connaître sa réponse quant à son destin. Le général de Gaulle va-t-il en prendre acte au nom de la France, comme il avait fait, au début de juin, à Alger, Oran et Mostaganem, et va-t-il en tirer toutes les conséquences ?

Cinq jours après la proclamation du scrutin, il débarque en Algérie, mais c'est seulement pour lancer un nouvel appel aux rebelles et pour déclarer : « La solution politique en Algérie apparaîtra lorsque seront résolus les problèmes humains. »

Cette fois, il n'était pas besoin d'une longue exégèse pour comprendre que l'avenir politique de l'Algérie était rejeté pour un temps indéterminé et qu'en tout cas, après avoir fait briller, en juin, l'espoir de l'intégration, fait entrevoir, en juillet, la possibilité d'un ensemble français à forme fédérale englobant l'Algérie, lancé, en août, une solution d'association, en ce 3 décembre, le général repoussait toute solution à... des temps meilleurs. Cela voulait-il dire : pas avant qu'aient abouti des négociations avec le F.L.N., négociations qui, aux yeux des Algériens, ne pouvaient conduire inéluctablement qu'à l'indépendance ?

En tout cas, un fait paraissait certain, de Gaulle ne voulait pas d'une Algérie française.

La réponse des députés d'Algérie, réunis le 8 décembre au Palais-Bourbon, ne se fit pas attendre. Solennellement,



ils s'engagèrent à défendre le programme suivant, auquel se ralliait le groupe de l'U.N.R. :

« Pas de collectivité territoriale algérienne particulière. Pas de lois ni de décrets exécutés en Algérie émanant d'un pouvoir autre que le Parlement français. Fusion des administrations métropolitaines et algériennes. Promotion française des citoyens de statut local pour leur évolution dans le cadre

◀ *Le Chant du départ.* La musique des zouaves joue une dernière fois, sur le Forum, pour le général Allard. Sa mission inachevée, Allard va quitter le sol algérien bien malgré lui.

L'inquiétude au cœur, le visage fermé, le général Allard ranime la flamme. Les progrès de la pacification sont grands. Mais que d'incertitudes en politique ! Que réserve l'avenir ? ▶



E.C.P.A.

Le général Allard, après avoir salué les drapeaux d'un certain nombre de régiments servant en Algérie, va quitter Alger. *A gauche :* Delouvrier en compagnie du général Challe. ▼

E.C.P.A.

de la citoyenneté française. » Mais le général de Gaulle n'est pas homme à écouter conseils ou suggestions, encore moins à se laisser dicter des décisions. Il entend être et rester seul maître de mener les affaires algériennes à son gré. Il le prouve en changeant les structures du commandement en Algérie. Le 12 décembre, le général Salan est rappelé en France, le général Challe devient commandant en chef interarmées et un économiste, Paul Delouvrier, est nommé délégué général du gouvernement en Algérie. Ce dernier, dans son message de nouvel an, tient à rappeler que « tous les habitants de l'Algérie ont les mêmes droits et les mêmes devoirs », mais ne s'engage pas davantage.

Le 8 janvier, au cours de la cérémonie de passation des pouvoirs à l'Élysée, le nouveau président de la République revient sur la notion d'association : « Une place de choix est destinée à l'Algérie de demain, pacifiée et transformée, développant elle-même sa personnalité et étroitement associée à la France. »

C'est le régime de la douche écossaise, qui n'est pas fait pour exalter et unir, mais pour entretenir doute, inquiétude, divisions et rancœurs.

Le mouvement Algérie française réagit dans un communiqué, affirmant que « la détermination du sort de l'Algérie relève constitutionnellement de la seule compétence du Parlement ». Quelle illusion !...

La tension monte lorsque sont connues, le 13 janvier, les décisions arrêtées au cours du premier conseil des ministres de la Ve République : régime de faveur pour Ben Bella et ses codétenus ; toutes les peines de mort sont commuées ; 7 000 détenus administratifs libérés, qui pourront, en ville comme dans le bled, reconstituer les cellules de l'O.P.A., que l'armée avait eu tant de mal à détruire au prix de beaucoup de sacrifices et de sang. De plus, le chef de l'État non seulement refuse à Delouvrier l'adaptation de la législation judiciaire à la situation de guerre, mais prescrit de revenir à la stricte application des dispositions légales du temps de paix.

De quoi rassurer les élus

Et les déclarations officielles se succèdent provenant alternativement du chef de l'État ou du premier ministre, Michel Debré. Celui-ci déclare, le 13 janvier, devant le Parlement, que « l'Algérie se façonnera, avec ses traits propres, au sein de la souveraineté française ». Est-ce à dire qu'elle sera intégrée dans un ensemble français fédéral ou autre ? Et il ajoute : « Je le répète, il n'y aura pas, il ne peut y avoir de négociations politiques [...] en Algérie, où se jouent notre honneur, notre avenir économique, notre sécurité, l'avenir de l'Europe et de notre civilisation. » Voilà de quoi rassurer non seulement les élus d'Algérie, mais tous ceux, Français et musulmans, qui sont à l'écoute de Paris.

On espère de nouveau, mais voilà que, le 30 janvier, le président de la République lance cette phrase obscure : « Le destin de l'Algérie est dans les Algériens eux-mêmes. » Qu'est-ce à dire ? Comme en réponse à cette question, Debré affirme, quarante-huit heures après, à la télévision de Montréal : « La France ne peut abandonner l'Algérie, elle ne doit pas l'abandonner, elle ne l'abandonnera pas », et, quelques jours plus tard, arrivant à Alger, le premier ministre déclare encore : « En Algérie, la France demeurera, je viens vous en apporter l'assurance au nom du gouvernement... C'est d'Algérie qu'est parti le renouveau », et, le lendemain,

E.C.P.A.



Allard serre la main à Paul Delouvrier, délégué général du gouvernement. A l'arrière-plan, le général Massu, « patron » du corps d'armée d'Alger. Trente-quatre ans plus tôt, Allard avait commencé sa carrière en Algérie. ▶

9 février : "l'appel du général de Gaulle est la seule voie de salut de l'Algérie"





A gauche : le général Jouhaud, rappelé en métropole. *A droite :* le général Salan, appelé à de « hautes destinées ».



Avril 1959 : au cours de la cérémonie d'adieu du général Allard, la sonnerie « aux morts ». *De gauche à droite :* le général Challe, Paul Delouvrier, le général Allard. *A l'arrière-plan :* le général Massu. Bientôt son tour...

9 février : « L'appel du général de Gaulle est la seule voie de salut en Algérie. » Enfin, le 10, ouvrant au palais Carnot les travaux du « plan de Constantine », il ne craint pas d'affirmer : « Tous les citoyens de ce pays sont français au même titre. Cela ne sera jamais remis en question. »

Assurément, les violons ne sont pas accordés. Comment s'y reconnaître dans ces déclarations qui se chevauchent et se contredisent ? Delouvrier le sent bien, qui croit devoir déclarer : « Aujourd'hui, comment serait-il possible de croire qu'il y ait une équivoque dans la pensée du général de Gaulle ? » et d'ajouter : « Un jour, espérons-le, il y aura peut-être des négociations sur un cessez-le-feu, mais il ne peut y avoir de négociations sur un statut politique de l'Algérie. » Et comme pour apaiser les inquiétudes, il déclare à Sétif : « Il est certain que l'indépendance serait une sorte de suicide pour ce peuple. »

C'est bien le régime de la douche écossaise. Les déclarations officielles continuent de se succéder, soufflant alternativement le froid et le chaud. Par exemple, de retour en Algérie en mars, Michel Debré déclare, le 22, à Constantine : « La France est résolue à rester en Algérie. On ne peut envisager de séparation entre la France et l'Algérie. » Cependant, de Paris, le 25, la retransmission d'une conférence de presse du général de Gaulle ranime les inquiétudes que les propos de son premier ministre avaient voulu apaiser, lorsque, répondant à une question au sujet d'éventuelles négociations directes avec le F.L.N. pour un cessez-le-feu, il répondit que son offre était toujours valable et ajouta : « Je me demande même pourquoi on n'en vient pas à cela puisque, de toute façon, c'est ainsi que le malheur finira. »

Le cessez-le-feu ne pouvait donc pas, dans l'esprit du général, intervenir sur le terrain — l'affaire Si Salah le prouvera —, mais seulement par des négociations directes avec le G.P.R.A., ce « gouvernement provisoire de la République algérienne » qui, lui, affirmait qu'une négociation ne pouvait être que globale et politique. N'était-ce pas le reconnaître, au moins implicitement, comme seul interlocuteur valable ?

C'est à la même date, fin mars 1959, que le général de Gaulle me faisait les déclarations que j'ai rapportées au début de cet article.

De l'autre côté de la Méditerranée

Perdu dans l'évocation de ces souvenirs, j'étais indifférent aux paysages de France qui se déroulaient sous les ailes de mon avion, de cette France qui n'avait pas su vibrer à l'unisson de l'Algérie, de cette mère patrie qui restait indifférente au drame qui se jouait de l'autre côté de la Méditerranée et dont un million deux cent mille enfants étaient l'enjeu ainsi que ces huit millions de musulmans qui lui avaient donné tant de gages de fidélité.

Je pensais à tous ces frères d'armes musulmans qui n'avaient jamais refusé de combattre et de donner leur sang ou leur vie pour la défense de la métropole. Je pensais à tous ces musulmans qui, en ce début de 1959, répondant à notre appel, s'engageaient en masse dans nos régiments et dans les formations de harkis chaque jour plus nombreuses (1), à tous ces braves gens qui, confiants dans les promesses de la France, n'hésitaient pas à entrer dans les municipalités ou autres postes de responsabilité, sachant cependant qu'ils se désignaient tous aux représailles du F.L.N. si ce dernier venait un jour à prendre le pouvoir en Algérie parce que la France les aurait trahis.

C'est alors que je me souvins de ces autres paroles que le général de Gaulle m'avait dites au cours d'un précédent entretien :

« Mais enfin, Allard, vous n'imaginez tout de même pas qu'un jour un Arabe, un musulman, puisse être l'égal d'un Français ! Voyons ! c'est impensable ! »

Tel était bien, je crois, le fond de la pensée du général, et cela explique sans doute, en fait, bien des choses. H

Général Jacques ALLARD

(1) Le général Challe fut autorisé à porter l'effectif des harkis de 28 000 à 60 000. Le volume mensuel des engagements de musulmans dans les unités régulières est passé, en 1958, de 300 en moyenne à 700.
Le total des musulmans sous les armes était, au 1er janvier 1959, de 120 000 hommes.



QUAND UN "ALPIN" SE FAIT CHEMINOT

▲ A Tizi-Ouzou, en Grande Kabylie, des chasseurs alpins « cassent la croûte » près des rails du chemin de fer. Ceux du 587e bataillon ont pour mission la protection des convois ferroviaires ainsi que l'ouverture des voies. Pour ne parler que des éléments d'infrastructure économique indispensables à la vie du pays, on compte en Algérie 4 500 kilomètres de voies ferrées, 30 000 kilomètres de routes et 7 500 points importants que l'armée doit protéger en permanence contre les attaques de l'ennemi.

LES escortes de train ! Curieuse application d'une formation de chasseurs alpins où l'entraînement jour-nuit aux opérations, aux embuscades et aux « coups de main » dans les Préalpes chambériennes devait nous être si précieux en A.F.N... Plus que d'une mutation administrative, il s'agissait là d'une véritable reconversion que chacun accueillait avec optimisme. La perspective de voyager, de vivre avec des civils, de courir des risques – plus limités que dans le djebel, pensait-on – était séduisante.

Le 587e bataillon du train avait pour mission l'ouverture des voies ferrées chaque matin avant le départ du premier train (depuis le début du conflit, la circulation nocturne était interrompue) et la protection des convois ferroviaires du département d'Alger. L'apparente analogie de son appellation et de son activité fut à l'origine d'une confusion tenace pour les ex-chasseurs que nous étions : Train = chemins de fer...

Le P.C. du bataillon était installé dans le stade de Maison-Carrée ; les compagnies et les sections étaient réparties dans les différentes localités desservies.

Si l'escorte des trains de voyageurs était perçue avec une relative sympathie, celle des convois de marchandises l'était beaucoup moins. Quant aux ouvertures de voie – la draisine –, véritable pénitencier du bidasse-cheminot, c'était pour nous l'affectation qu'il fallait éviter à tout prix. Ce petit tracteur qui, à l'aube, devançait le premier train de la journée, devait, en principe, détecter les mines posées pendant la nuit... N'étant ▶

comment 7 soldats auraient-ils pu protéger un convoi de 400 pers

précédé d'aucune signalisation particulière, l'explosif sautait, la draisine aussi, mais le train était épargné...

Le stade de Maison-Carrée était d'une tristesse extrême. Le terrain central était transformé en un immense parking qu'occupaient, bien alignés comme il se doit, les jeeps et les camions de l'unité. Les vestiaires et autres locaux en maçonnerie abritaient les bureaux de l'état-major; les cuisines, les magasins, les différents services généraux étaient installés sous des tentes ou des bâtiments provisoires, pendant que la troupe bénéficiait du grand air des tribunes. Couvertes et fermées sur trois côtés, les tribunes du stade avaient reçu quelques améliorations pour permettre l'hébergement d'une centaine de soldats à cette approche de l'hiver 1958-1959. Un rideau de roseaux avait été mis en place, des couvertures tendues limitaient l'entrée de la poussière qu'entraînait un vent permanent.

Dès notre arrivée, le sous-officier qui devait être notre chef d'escorte désigna à chacun ses appartements : un lit « Picot » parmi d'autres, posé sur les gradins du stade.

J'appris très vite que les différentes escortes n'étaient pas affectées à une ligne ou à un train particulier, mais qu' « on tournait » et que, le soir, il fallait monter la garde au camp, ou dans la gare où nous devions passer la nuit.

Un coup d'œil au tableau d'affichage m'apprit que, dès le lendemain de notre arrivée, le travail commençait : l'autorail de Tizi-Ouzou. Notre escorte, composée de six appelés et d'un maréchal des logis engagé, est arrivée de bonne heure en gare d'Alger devant le véhicule, un autorail similaire à ceux que nous connaissons dans la S.N.C.F., avec, en plus, les impacts d'une rafale d'arme automatique, détail qui, me dit-on, nous met dans l'ambiance (!). Le radio met en place son encombrant appareil et branche le câble relié à une antenne horizontale de 2 m disposée sur le toit. Cette antenne sera pour nous l'unique repère pour trouver notre wagon parmi la douzaine que compte un « voyageur ».

La disposition intérieure d'un autorail faisait que, mis à part le radio, nous étions très mêlés à la population. Les Européens, peu nombreux, côtoyaient les musulmans, les militaires côtoyaient les civils : tout ce monde s'observait sans qu'il nous fût possible de deviner un sentiment quelconque. Puis les regards, comme dans tous les transports en commun, fixaient un point précis du véhicule, souvent l'extincteur ou le filet à bagages, et se perdaient dans le paysage, coupés seulement par le passage régulier des poteaux télégraphiques. Ces poteaux étaient quelquefois sciés et réparés avec les moyens sommaires des dessins de Dubout. A proximité du village de Camp-du-Maréchal, un collègue me fit remarquer une haie de cactus et d'agaves derrière laquelle s'étaient dissimulés les maquisards qui, la semaine précédente, avaient mitraillé l'autorail.

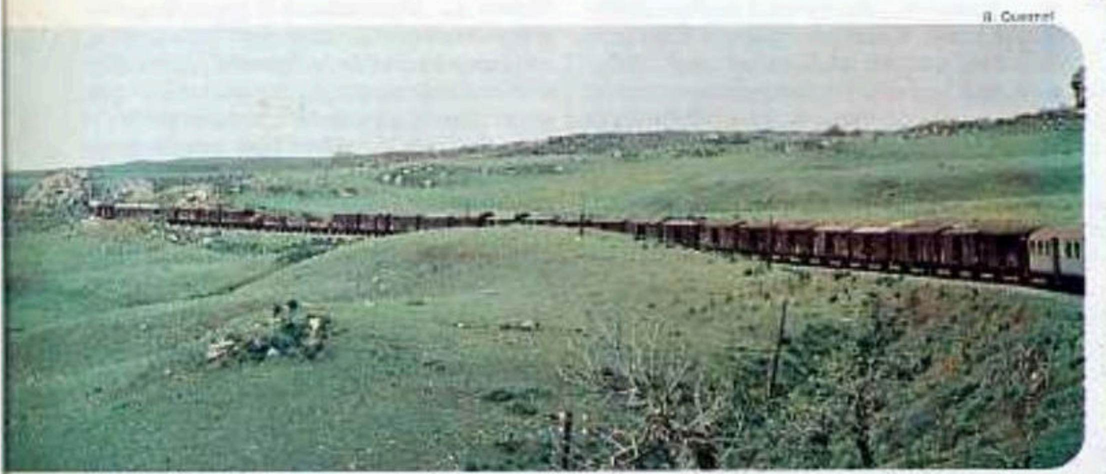
Autour de la gare de Tizi-Ouzou régnait une activité intense. Des convois de blindés et de camions militaires étaient constitués pour accompagner des voitures et les cars des services réguliers de Grande Kabylie.

L'escorte de l'*Inox*, que nous avons effectuée de nombreuses fois, constituait le déplacement le plus long : Alger-Constantine, nuit passée en gare de Constantine, et retour le lendemain à Alger. La locomotive était du type mixte diesel-électrique, les wagons étaient recouverts d'acier inoxydable et donnaient au convoi une allure de rapide transeuropéen avec ses compartiments de 1re et 2e classe, son restaurant, son wagon postal.

Nous avions notre compartiment réservé dans la voiture de 2e classe, reconnaissable à son antenne. Le radio, par routine, installait ses appareils et appelait immédiatement le poste militaire de la gare pour en vérifier le bon fonctionnement. Le chef d'escorte se rendait à ce poste et se présentait à l'officier responsable du train, c'est-à-dire le militaire de plus haut grade parmi les voyageurs. Le rôle de cet officier, qui fut quelquefois un sous-lieutenant, mais aussi un général, était de prendre les dispositions qu'imposerait une embuscade, un déraillement ou tout autre



Collection particulière



B. Quenel

Les trains de marchandises, comme ceux de voyageurs, doivent être escortés. Des voyages interminables. Il faut douze heures pour aller d'Alger à Constantine : 450 kilomètres. Pour toute distraction, le paysage. Et l'émetteur-récepteur.



DR Cetja

L'*Inox* doit son nom au fait que les wagons sont recouver d'acier inoxydable. « Une allure de rapide transeuropéen

nes réparties sur une longueur de 300 mètres ?

attentat en rase campagne. A ce titre, il avait autorité directe sur l'escorte.

Nous avons vite compris qu'en cas de nécessité notre présence perdrait toute signification. Comment 7 soldats armés de 6 fusils et d'un pistolet mitrailleur auraient-ils pu protéger un convoi de 400 personnes réparties sur une longueur de 300 m? *A fortiori* dans les régions que ne manquerait pas de choisir l'adversaire : les gorges, les tunnels, les viaducs. Et je ne parle pas de l'effet de surprise qui, comme chacun sait, rend souvent illusoire toute initiative de défense...

Notre action était le plus souvent tournée vers une forme de police – au sens d'ordre – que nous devions maintenir. C'est ici que la personnalité de chacun de nous devenait perceptible et, suivant le cas, entraînait la sympathie ou la colère de notre chef d'escorte. Personnellement, je dois dire que je subis plus

(Suite page 1960)

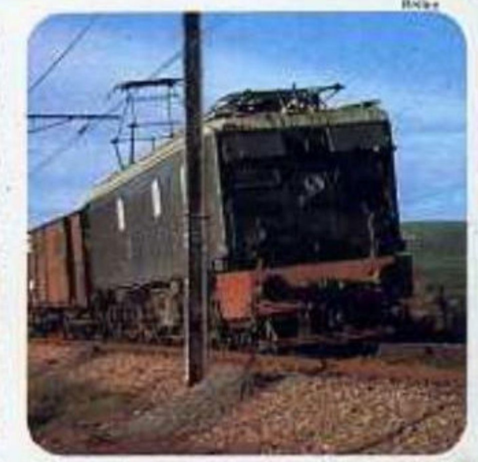


La draisine : un petit véhicule utilisé par les cheminots pour procéder à l'entretien de la voie ferrée.

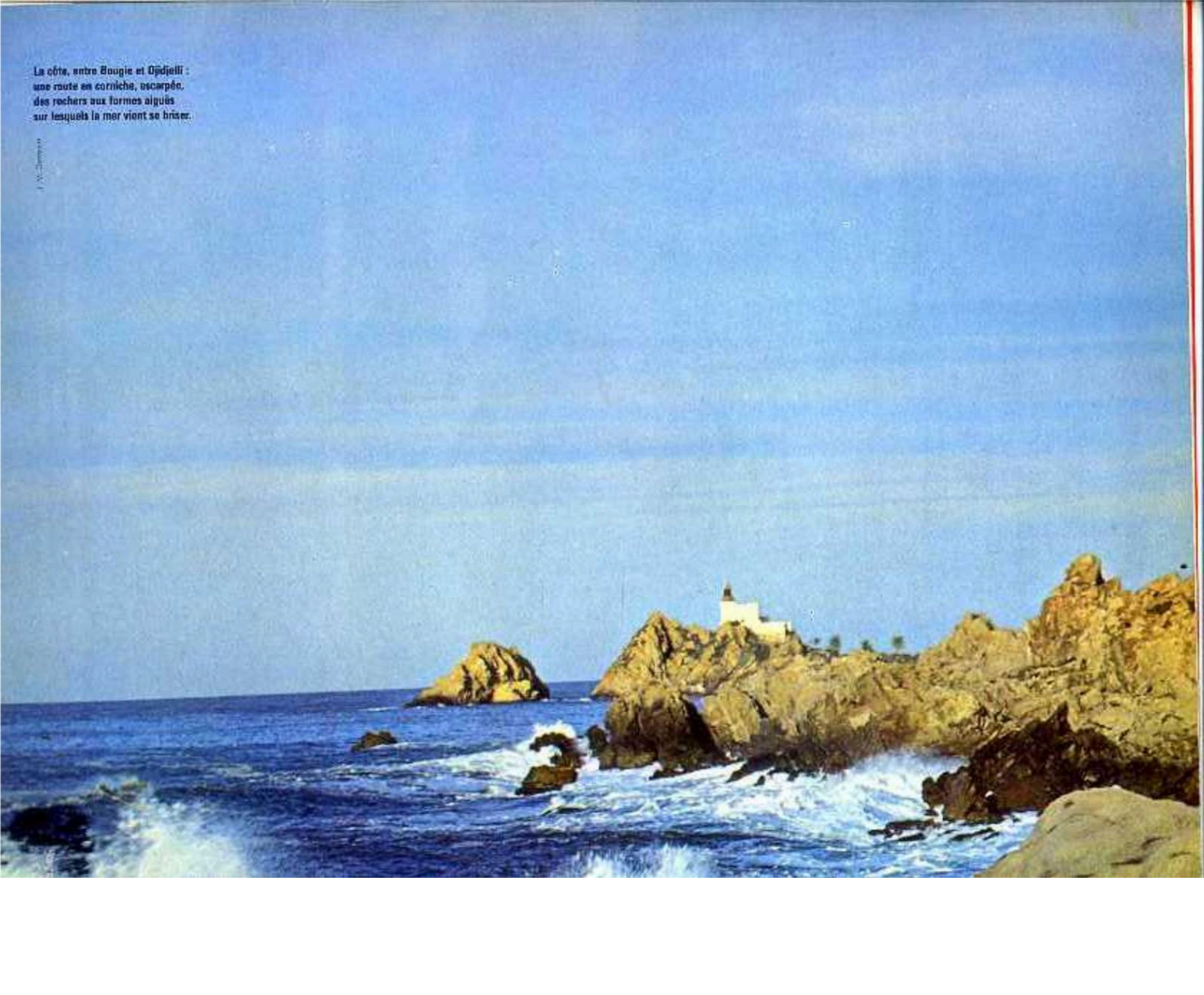
Fontana-Thomasset



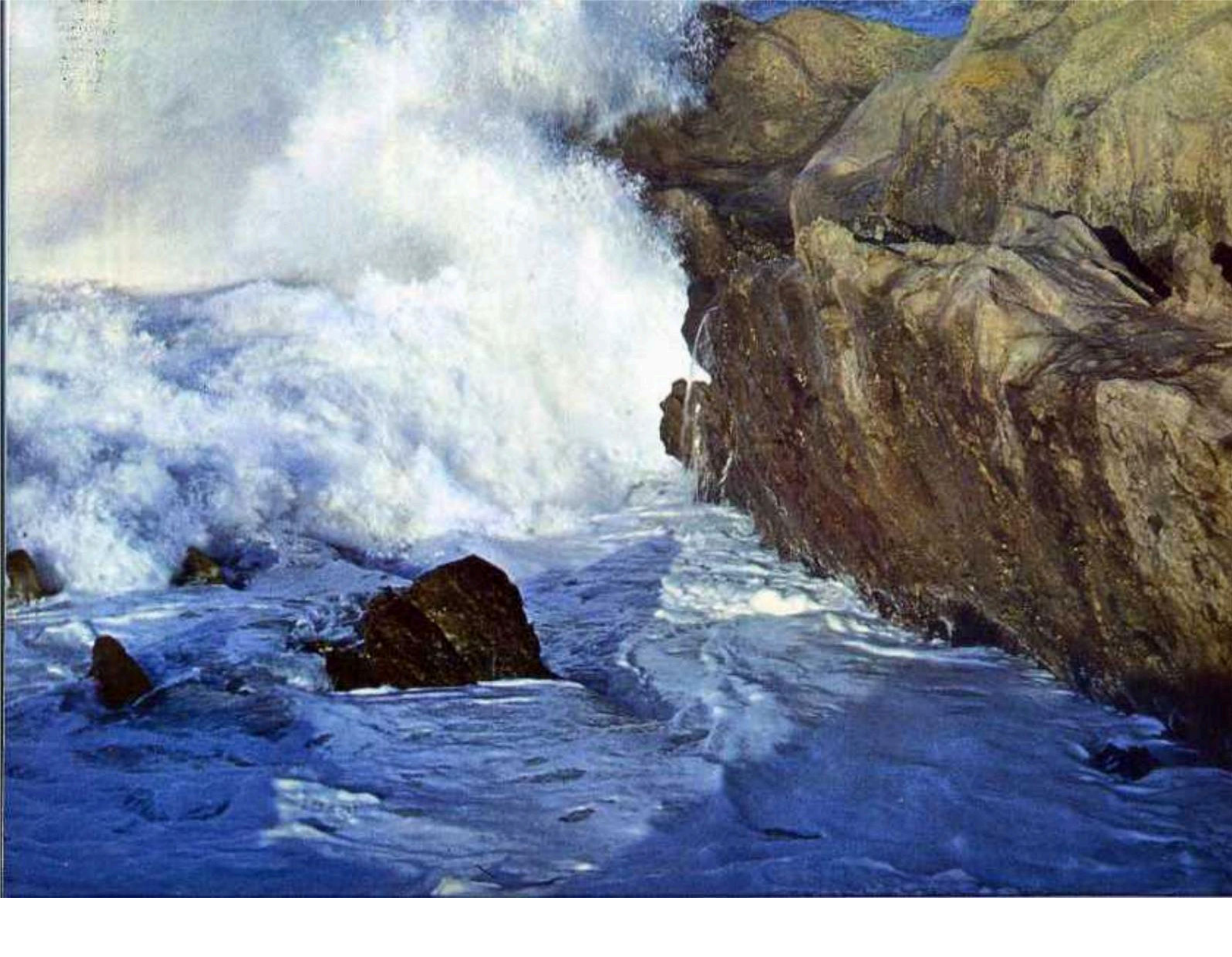
Le terminus du Transsaharien, dont la tête de ligne est Colomb-Béchar. Sur le « quai » règne une vive animation. L'escorte des trains de voyageurs permettra aux soldats d'avoir de nombreux contacts avec la population musulmane.



Dans chaque train, l'escorte comprend sept soldats armés seulement de six fusils et d'un pistolet mitrailleur.



La côte, entre Bougie et Djidjelli : une route en corniche, escarpée, des rochers aux formes aiguës sur lesquels la mer vient se briser.





Marguerite Sy

des barbelés, quatre projecteurs

◀ **Déraillement d'un train chargé de dynamite. Le terrorisme, en 1959, conserve une virulence certaine malgré les opérations d'envergure lancées par Challe, les progrès indéniables de la pacification. Et aussi malgré des crises morales au sein de certaines wilayas.**

(Suite de la page 1957)

souvent la seconde que je ne bénéficiai de la première.

Le fait qu'il m'arrivât fréquemment d'aider une mère de famille, empêtrée dans ses couffins, des enfants dans les bras, sur le dos et dans le ventre, me fit rapidement suspecter d'être du mauvais bord. En cet automne de 1958, on ne faisait pas de différence entre les mots altruisme, communisme et trahison.

C'est en gare de Constantine que notre opposition s'est manifestée pour la première fois de façon précise et définitive.

Sur le quai, un Européen m'a interpellé et invité à « virer ces bougnoules qui venaient d'entrer et d'empester le compartiment qu'occupaient avant lui trois Français ». Je me suis rendu sur les lieux du conflit; ne souffrant aucunement de sinusite, j'ai pu aisément déceler l'origine du différend : l'odeur caractéristique qui accompagne les gens vivant dans les fermes. Je demandai alors que me fussent présentés les billets, aux deux fellahs, d'une part, aux Européens, d'autre part. Cette formalité accomplie, en bon contrôleur, j'ai remercié les cinq voyageurs et me suis retiré.

Quelques instants plus tard, mon chef fut sollicité à son tour, mit bon ordre dans le compartiment, en déplaçant bien sûr les paysans arabes, puis « me donna de ses nouvelles »...

Pour lui, j'étais un bleu, victime de la propagande qui sévissait en France et ne comprenais rien au problème. Les événements avaient pour origine les abus de certains grands colons, ils étaient orchestrés de l'étranger, Égypte et Tunisie en particulier (nous étions en 1958 !), soutenus par les pays communistes. Les Français devaient conserver les leviers de commande de ce pays qui était leur. D'ailleurs, les trois personnes en question ne pouvaient être des colons puisqu'ils voyageaient en 2e classe *(sic)* !

Réveillés sans douceur

Quand nous devions passer la nuit dans notre wagon, notre chef nous accordait souvent la permission de faire un « tour en ville », à condition, bien sûr, de respecter l'heure qu'il nous fixait. Sachant qu'il n'était pas habilité pour cela, nous lui savions gré de ce libéralisme et sortions en prenant soin de conserver de façon visible le brassard rouge, signe extérieur que portaient les membres des escortes. Ce détail vestimentaire était connu des voyageurs habituels et plus encore des employés des chemins de fer algériens; il permettait d'engager facilement la conversation.

C'est ainsi qu'en gare de Bouïra, où nous sommes restés bloqués une journée à cause du déraillement d'un train de marchandises, nous avons pu bavarder longuement avec le chef de gare, homme sympathique, plein de bon sens.

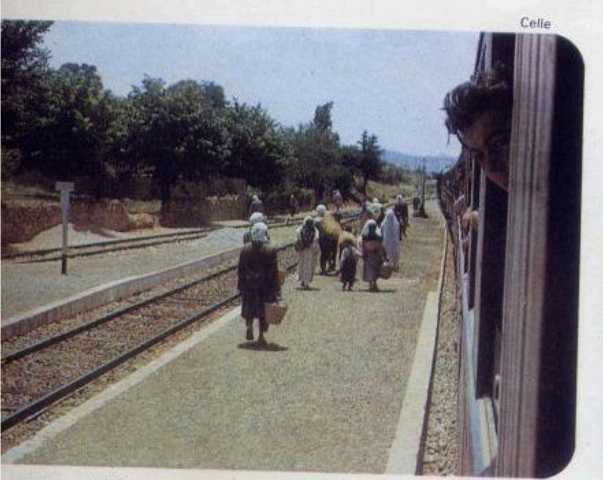
Sa façon d'analyser m'a séduit, j'ai pensé qu'il était le type d'Européen modéré avec lequel de nombreux musulmans pourraient s'entendre à cette heure où le Gouvernement général parlait de troisième force. Notre bavardage fut soudain interrompu par l'arrivée d'une bande de gamins, vendeurs de bonbons, que notre interlocuteur se mit à chasser à coups de pierres. « Maintenant, depuis les événements, on essaie d'être compréhensif avec eux, mais comment voulez-vous faire ? »

J'ai vu dans ce « maintenant » une des clés du problème algérien, clé simpliste, certes, mais révélatrice d'une situation faisant apparaître le retard mis dans l'application des réformes indispensables. Je me souviens d'avoir vu, pendant quelques jours, un lien entre ce mot et celui du général de Gaulle qui, le soir même, déclarait : « L'avenir nous dira à quoi cette guerre aura bien pu servir... »

Les trains de marchandises étaient également protégés par une escorte. Nous prenions place dans un wagon semblable aux autres mais dont l'intérieur était doublé d'un blindage d'acier de 6 à 8 mm d'épaisseur sur une hauteur de 2 m. L'émetteur-récepteur constituait avec le paysage notre seul divertissement (il faut dire qu'entre deux vacations nous captions certaines stations métropolitaines !) dans ces voyages interminables : douze heures pour les 450 km d'Alger à Constantine.

Toujours aussi conscients de notre inefficacité si le train devait être attaqué, nous passions notre temps à lire, à man-

Celle



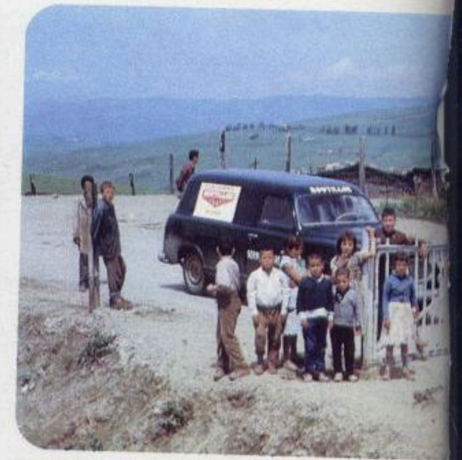
Des fellahs viennent de descendre du train. Souvent, le soldat se porte au secours des mères de famille empêtrées dans leurs couffins.

S. Berthoud



Dans chaque train, un wagon, dans lequel a été installé un émetteur-récepteur, est mis à la disposition de l'escorte.

B. Georges



Des gamins regardent passer le train. A l'intérieur, paysage, lisent, mangent ou dorment, bercés par le

une citerne sur roues, le mât des couleurs ... derrière, le djebel ...

ger, à regarder la campagne par la large porte que nous laissions toujours ouverte. Ceux qui, bercés par le passage régulier des roues sur les raccords des rails, s'assoupissaient et disparaissaient dans un premier sommeil se voyaient réveiller sans douceur par les coups de tampon inhérents à tous les arrêts. A cet égard, les précautions prises pour les trains de voyageurs sont bien inutiles pour les transports de marchandises ! Nous gardons tous le plus mauvais souvenir de la gare de triage de Beni-Mansour, point de jonction des lignes venant d'Alger, de Sétif et de Bougie par la magnifique vallée de la Soummam. Pour constituer les trains, un locotracteur lançait les wagons de marchandises sur un faisceau de voies, les laissant percuter ainsi les uns contre les autres pendant plusieurs heures. Armes et bagages se trouvant précipités contre le blindage, nous devions fréquemment remettre de l'ordre dans notre campement.

Cette vie de nomades, nos contacts avec de nombreuses unités nous permettaient de constater combien la tâche de l'armée était, à cette époque, diversifiée. De l'instituteur au membre des services spéciaux, en passant par le baroudeur des commandos et le planqué du bureau des effectifs, le bidasse débarquant à Alger ne pouvait imaginer, même de façon sommaire, le rôle qu'il aurait à jouer.

Notre sollicitude allait souvent à ces petits groupes de 8 à 10 hommes chargés de la protection des ouvrages, ponts et viaducs des chemins de fer. Ils étaient souvent très isolés, dans une bergerie abandonnée, surmontée d'un mirador en bois d'où nous saluait la sentinelle. Le cadre était toujours le même : une piste poussiéreuse, des barbelés, quatre projecteurs, une citerne sur roues, le mât des couleurs. Derrière, le djebel, magnifique et hostile.

Nos passages réguliers dans les gorges de Palestro faisaient que nous connaissions ces garçons, simplement par le banal « Salut ! ça va ? » échangé au passage. Un jour, nous avons voulu aller au-delà de ce geste amical. Nous avons ouvert un wagon de marchandises et nous nous sommes emparés d'un carton contenant des journaux invendus : *l'Équipe*, *Paris-Match*, *le Figaro*, *le Monde*, etc., tous quotidiens et hebdomadaires métropolitains qu'un distributeur du Constantinois réexpédiait à l'agence d'Alger. Nous nous sommes donné bonne conscience en évoquant leur probable destination : la destruction ou le feu... Méthodiquement, une vingtaine de paquets furent constitués, comprenant un exemplaire de chaque journal, et largués aux chasseurs, aux paras, aux fantassins qui, jour et nuit, veillaient sur « nos » rails.

Notre chef d'escorte ne s'est jamais opposé à ce genre d'initiative ; il prenait, en revanche, une véritable colère lorsqu'il s'apercevait que l'un de nous donnait des restes de pain ou de fromage à la meute d'enfants en guenilles que nous trouvions à chaque arrêt. « Tu nourris le F.L.N. maintenant ? »

Une discussion s'ensuivait sur son thème préféré : l'autorité et la faiblesse face aux Arabes.

A partir du mois de décembre 1958, je sentis que j'étais particulièrement visé. Les salutations aux cheminots, l'aide à des vieillards ou à des mères de famille, les conversations suspectes avec les Arabes et surtout la mauvaise influence que j'avais sur mes camarades contribuaient à rendre le climat de plus en plus pénible. La mutation à la draisine était évidemment proche... **H**



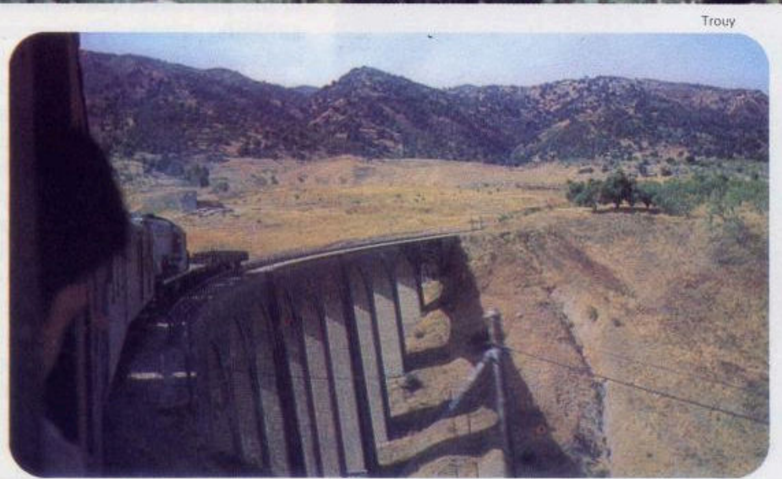
Pierre CROISSANT

J. Prayer



les soldats regardent le roulement du convoi.

Trouy



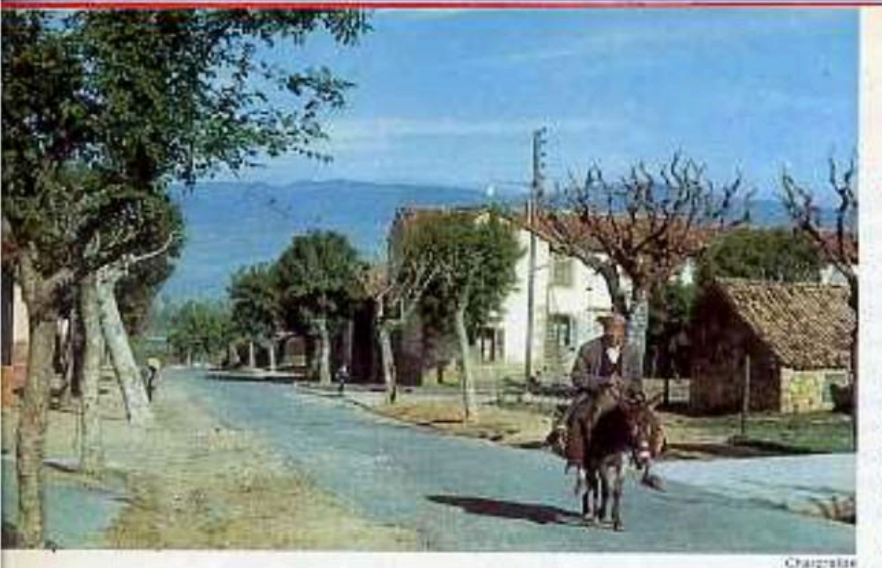
Les ponts et les viaducs sont des objectifs de choix pour l'A.L.N. Aussi sont-ils gardés nuit et jour par des groupes de 8 à 10 hommes. Ici, quelque part entre Alger et Tizi-Ouzou.

Ducarré



La gare de Palestro. Le secteur est un des coins « chauds » de l'Algérois. *Ci-dessus à gauche :* les gorges de Palestro.

AVEC UN TA



A gauche : Azazga, commune mixte du haut Sebaou, à la lisière de la forêt de Bou-Hini. *A droite,* un petit poste militaire comme il y en a tant en Algérie. Quatre murs de vieilles pierres.

DES groupes se forment sous les hangars du 16ᵉ dragons à Haguenau. Nous partons pour l'Algérie. Une partie de notre section est mutée dans les chasseurs alpins, mais nous ne connaîtrons notre affectation exacte qu'à Marseille. Des gradés « chasseurs » sont venus nous prendre en main.

Strasbourg, Marseille, Alger, Tizi-Ouzou, Azazga... Au-delà de cette petite ville commence notre aventure : nous entrons dans le secteur du 27ᵉ bataillon de chasseurs alpins. La montagne est proche, le paysage est sauvage. Des poteaux télégraphiques sciés le rendent plus hostile encore.

La bonne planque

Ifigha, P.C. de notre bataillon. Les camions et les gens pataugent dans la boue. Nous aurons le temps de nous reposer ici.

– Il n'y a pas un instituteur parmi vous ?

– Si, moi, ai-je répondu.

Le commandant m'a désigné pour faire la classe à Haoura.

– Tu verras, c'est une vraie planque ! Instituteur en Algérie, c'est la belle vie.

Le barbu qui m'a interpellé est lui-même instituteur à l'école du village. Il m'apprend qu'il est « quillard ». Il me présente à son compagnon, un autre instituteur, de la même classe que moi, arrivé depuis une quinzaine de jours seulement. Le contact avec la compagnie est pris, il ne faut pas attendre longtemps pour que naisse l'amitié. Les anciens nous accueillent. Ils sont sympathiques. L'ambiance est excellente.

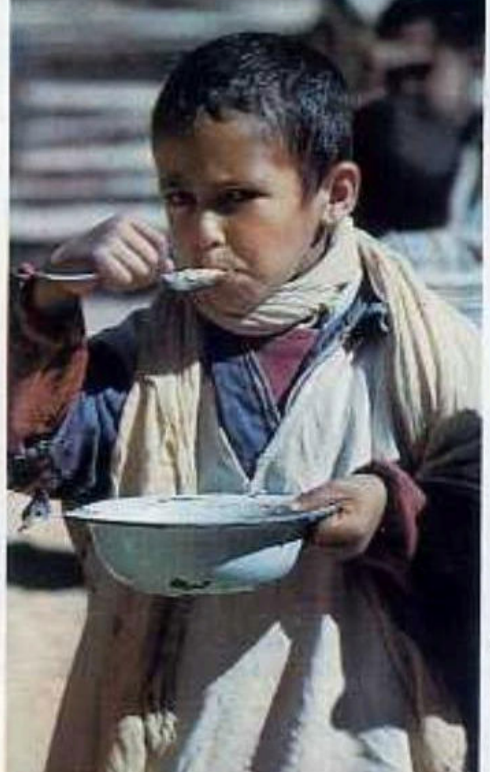
Cependant, mon sort n'est pas réglé. Trois collègues travaillent déjà ici. En attendant mon affectation, je reste quinze jours en section. Pas assez pour faire connaissance avec la guerre, suffisamment pour m'apercevoir de la chance que j'ai d'être un « planqué » : pas d'opérations, peu d'ennuis type « caserne » et la satisfaction d'accomplir une tâche utile, tout en apprenant à connaître un peuple dont j'ignore tout.

Mon premier contact avec la classe n'est pas très convaincant. Quelques chahuteurs s'emploient à me faire comprendre que ma place n'est pas ici. Il me faut crier plus fort qu'eux et – hélas pour la pédagogie ! – appliquer quelques gifles.

La connaissance ainsi faite et une estime relative établie sur la base d'une méfiance partagée, il faut passer au travail. J'ai entre trente et quarante élèves le matin et autant l'après-midi. Il ne s'agit pourtant là que d'une fraction des enfants d'âge scolaire du village.

L'école a débuté au mois d'octobre. Les enfants apprennent à lire. Les garçons font des progrès, mais les filles restent amorphes. Elles ne s'intéressent à rien de ce que je leur raconte : ce n'est pas facile de se faire comprendre.

Les classes se font à l'école coranique qui existait avant notre arrivée. Les tables et les sièges ont été « récupérés » dans les villages environnants. Les cahiers et tout le matériel scolaire nous sont fournis gratuitement (mais parcimonieusement) par la S.A.S. de la compagnie voisine.



Une escorte de cinq ou six militaires en armes nous accompagne au village. Sa mission est de protéger l'école. Moi-même, je dois, suivant le règlement, porter une arme. Au bout de quelques semaines, j'oublierai le règlement.

L'arme, symbole de guerre et de mort, établissait un mur entre eux et moi. En la quittant, j'ai montré que, moi aussi, j'avais confiance. Je ne travaillais pas contre une population, mais pour elle, dans ce qu'elle avait de plus cher : ses enfants.

Je suis vite récompensé. On ne me regarde plus comme un ennemi, un sauvage. Même les militaires d'escorte commencent à être appréciés : les femmes, pourtant si craintives d'ordinaire et qui fuyaient à notre approche, osent venir maintenant jusqu'à l'école et me présenter leurs jeunes enfants.

Nous avons l'impression que personne ici ne nous veut du mal. Mieux, on nous avertit d'un danger possible. Un matin, une femme nous a fait signe, du village, de retourner au camp : sans nul doute, ce jour-là, il y avait du danger. Ce jour-là, j'ai compris qu'il aurait fallu très peu de chose pour que la confiance renaquît entre Algériens et Français.

Il y avait tant à faire : éduquer, soigner, nourrir, vêtir !

J'avais espéré la paix, mais c'était la guerre. Ceux-là le savaient bien, qui en souffraient dans leur chair et dans leur âme.

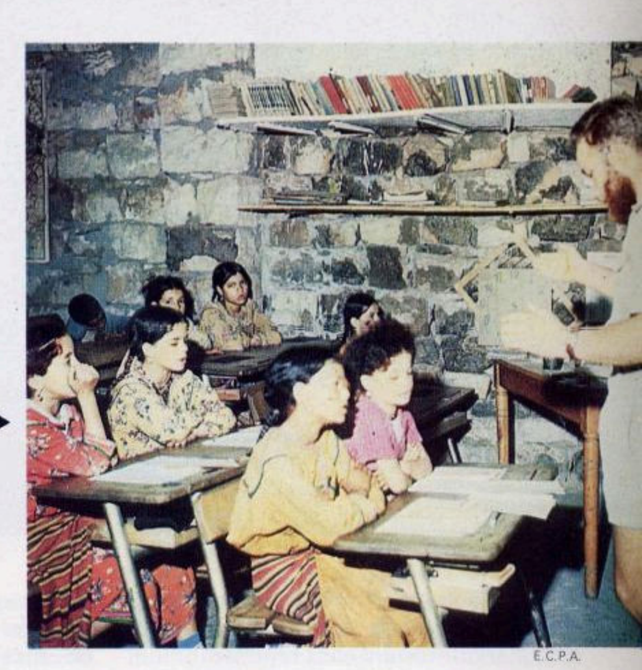
◄ En Kabylie, la plupart des enfants sont sous-alimentés, surtout à la fin de l'hiver, lorsque les maigres réserves sont épuisées. Dans les écoles, on leur sert un repas.

...LEAU NOIR ET UN FUSIL...



◀ *Mens sana in corpore sano.* Dans la cour d'une école, des « grands » jouent au volley-ball. Dans les écoles tenues par l'armée, le matériel, en principe, est fourni par les S.A.S.

E.C.P.A.



Ces petites filles bien ▶ sages écoutent leur maître : un soldat instituteur. Le nombre des écoles primaires tenues par l'armée va passer de 500 à 850 entre le printemps de 1958 et celui de 1959.

E.C.P.A.

Après plusieurs mois, je dois quitter le village pour installer ma classe sous la tente près du camp. Mon camarade Charles reste au village.

Lorsque nous nous « partageons » nos enfants, je prends les plus jeunes. Je les trouve plus spontanés, tandis que les grands, meilleurs élèves pourtant, se livrent difficilement. Il n'est pas rare que l'un d'eux se révolte, conteste notre manière d'enseigner.

Les filles, surtout, manifestent leur indépendance d'esprit. Fatima est la plus âgée. Elle a pour camarades inséparables Yamina et Taklit : elles arrivent à l'école ensemble et s'installent, ensemble, à des places voisines. Fatima est travailleuse et intelligente. Elle fait des progrès remarquables et ne tarde pas à rattraper les meilleurs garçons. Elle est la « meneuse » du groupe des grandes filles : ses gestes sont imités par toutes les autres. Qu'un militaire indiscret s'avise de jouer au « paparazi » : Fatima a vite fait de le repérer et, tels des cabris, toutes s'échappent.

Nous aimons faire « endiabler » ces fillettes. Nous leur chipons leurs fichus (elles détestent aller tête nue), nous les poursuivons autour de l'école, nous intervenons dans leurs jeux... Les mots qu'elles nous lancent alors ne sont sans doute pas des compliments, mais nous ne comprenons pas la langue kabyle ! L'important est que le sourire fleurisse sur chaque visage. Pour ces enfants nous ne sommes pas des militaires. Nous travaillons ensemble, nous jouons ensemble, enfants parmi les enfants, nous sommes des leurs.

Pour eux, nous ne sommes pas des militaires. Ils nous appellent « le maître », que ce soit en kabyle ou en français. Que de fois ils nous ont dit à l'arrivée en classe : « Maître, les soldats sont venus ce matin chez nous, ils ont cassé la porte de la maison, ils ont photographié tout le monde, même ma mère qui ne voulait pas. » Comment leur expliquer qu'un recensement de la population du village avait été ordonné, et pourquoi ?

A leurs yeux, nous devons être, en quelque sorte, des arbitres ; lorsqu'un grand bouscule un petit, ils comptent sur nous pour rétablir la justice et aussi empêcher ces soldats, souvent brutaux, de mal agir. Comment ne pas décevoir cette confiance, comment leur faire comprendre que nous avons d'autres devoirs que ceux d'un instituteur, que notre morale est différente de la leur ?

Un garçon sensible et attachant

A la compagnie, nous participons peu à la vie militaire : seulement la garde de nuit à assurer régulièrement ; pas d'opérations, pas de patrouilles, pas même de corvées — ce qui nous vaut une certaine animosité de la part de quelques camarades. Certains nous critiquent ouvertement :

— Vous verrez, dans quelques années, vos petits bougnoules deviendront des fellaghas. Ils nous tireront dessus !

Déjà peu appréciés de nos camarades, nous le sommes moins encore des autorités militaires. Nous faisons, ici, notre métier civil, comme on nous a appris à le faire.

Combien difficiles étaient les visites que nous faisaient, régulièrement, les généraux ou colonels de passage (le capitaine, tout en n'admettant pas, au fond de lui-même, notre attitude, ne manquait pas de leur montrer l'école : « Voyez le bon travail de pacification que nous fournissons ici. »)

Comment se mettre au garde-à-vous en présence de nos élèves devant ces officiers supérieurs ? Aux yeux des gosses, nous valions plus que n'importe quel gradé. La discipline militaire m'imposait, certes, les « marques extérieures du respect », mais vis-à-vis des enfants, elle constituait un manquement à mes devoirs : n'auraient-ils pas été en droit de m'accuser de ne plus être leur « maître » puisque j'obéissais à d'autres, à ceux qui étaient les ennemis craints de leurs familles ?

Nous sortons, maintenant, assez régulièrement avec nos camarades. Un dimanche matin, je rentrais de patrouille avec ma section, lorsque le lieutenant décida de nous faire passer par le village d'Haoura.

Voilà que l'un de mes élèves, Salas, un garçon sensible et attachant, surgit d'une ruelle étroite. Il reste stupéfait en me reconnaissant. Je lui dis bonjour. Rien ! J'insiste. Toujours rien ! Il me faut continuer, rattraper la section. J'accélère le pas. Gêné, il tourne la tête.

Le lendemain, Fatima me dit :

— Hier, toi aussi, tu as brûlé des maisons et frappé des femmes...

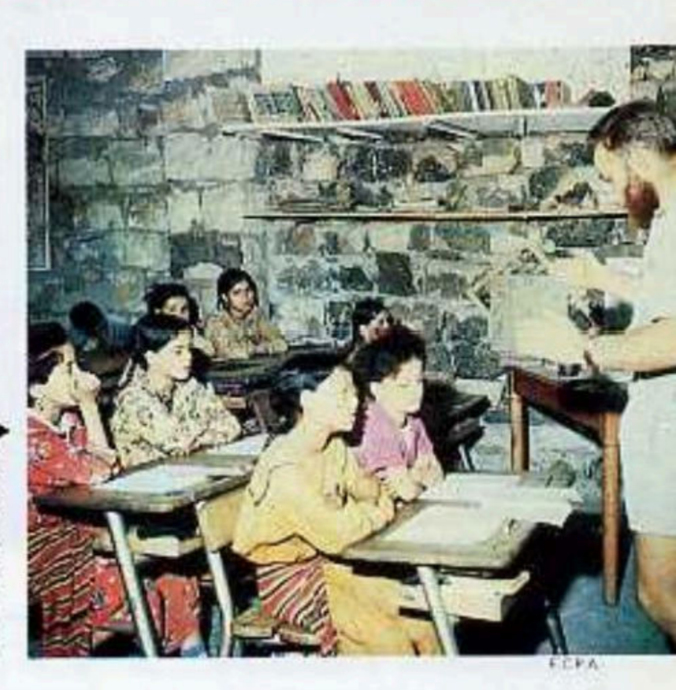
Pourquoi m'aurait-elle cru plus que ses frères ou ses oncles fellaghas ? En définitive, elle en arrivait à ne plus croire personne et à mépriser autant les uns que les autres.

Cependant, jour après jour, la classe continuait. En été, la chaleur est difficilement supportable sous la tente ; il fallait en relever les bords le plus possible, pour avoir l'illusion d'un peu ▶

EAU NOIR ET UN FUSIL...



◄ *Mens sana in corpore sano.* Dans la cour d'une école, des « grands » jouent au volley-ball. Dans les écoles tenues par l'armée, le matériel, en principe, est fourni par les S.A.S.



Ces petites filles bien ► sages écoutent leur maître : un soldat instituteur. Le nombre des écoles primaires tenues par l'armée va passer de 500 à 850 entre le printemps de 1958 et celui de 1959.

Après plusieurs mois, je dois quitter le village pour installer ma classe sous la tente près du camp. Mon camarade Charles reste au village.

Lorsque nous nous « partageons » nos enfants, je prends les plus jeunes. Je les trouve plus spontanés, tandis que les grands, meilleurs élèves pourtant, se livrent difficilement. Il n'est pas rare que l'un d'eux se révolte, conteste notre manière d'enseigner.

Les filles, surtout, manifestent leur indépendance d'esprit. Fatima est la plus âgée. Elle a pour camarades inséparables Yamina et Taklit : elles arrivent à l'école ensemble et s'installent, ensemble, à des places voisines. Fatima est travailleuse et intelligente. Elle fait des progrès remarquables et ne tarde pas à rattraper les meilleurs garçons. Elle est la « meneuse » du groupe des grandes filles : ses gestes sont imités par toutes les autres. Qu'un militaire indiscret s'avise de jouer au « paparazi » : Fatima a vite fait de le repérer et, tels des cabris, toutes s'échappent.

Nous aimons faire « endiabler » ces fillettes. Nous leur chipons leurs fichus (elles détestent aller tête nue), nous les poursuivons autour de l'école, nous intervenons dans leurs jeux... Les mots qu'elles nous lancent alors ne sont sans doute pas des compliments, mais nous ne comprenons pas la langue kabyle ! L'important est que le sourire fleurisse sur chaque visage. Pour ces enfants nous ne sommes pas des militaires. Nous travaillons ensemble, nous jouons ensemble, enfants parmi les enfants, nous sommes des leurs.

Pour eux, nous ne sommes pas des militaires. Ils nous appellent « le maître », que ce soit en kabyle ou en français. Que de fois ils nous ont dit à l'arrivée en classe : « Maître, les soldats sont venus ce matin chez nous, ils ont cassé la porte de la maison, ils ont photographié tout le monde, même ma mère qui ne voulait pas. » Comment leur expliquer qu'un recensement de la population du village avait été ordonné, et pourquoi?

A leurs yeux, nous devons être, en quelque sorte, des arbitres; lorsqu'un grand bouscule un petit, ils comptent sur nous pour rétablir la justice et aussi empêcher ces soldats, souvent brutaux, de mal agir. Comment ne pas décevoir cette confiance, comment leur faire comprendre que nous avons d'autres devoirs que ceux d'un instituteur, que notre morale est différente de la leur?

Un garçon sensible et attachant

A la compagnie, nous participons peu à la vie militaire : seulement la garde de nuit à assurer régulièrement ; pas d'opérations, pas de patrouilles, pas même de corvées — ce qui nous vaut une certaine animosité de la part de quelques camarades. Certains nous critiquent ouvertement :

— Vous verrez, dans quelques années, vos petits bougnoules deviendront des fellaghas. Ils nous tireront dessus !

Déjà peu appréciés de nos camarades, nous le sommes moins encore des autorités militaires. Nous faisons, ici, notre métier civil, comme on nous a appris à le faire.

Combien difficiles étaient les visites que nous faisaient, régulièrement, les généraux ou colonels de passage (le capitaine, tout en n'admettant pas, au fond de lui-même, notre attitude, ne manquait pas de leur montrer l'école : « Voyez le bon travail de pacification que nous fournissons ici. »)

Comment se mettre au garde-à-vous en présence de nos élèves devant ces officiers supérieurs? Aux yeux des gosses, nous valions plus que n'importe quel gradé. La discipline militaire m'imposait, certes, les « marques extérieures du respect », mais vis-à-vis des enfants, elle constituait un manquement à mes devoirs : n'auraient-ils pas été en droit de m'accuser de ne plus être leur « maître » puisque j'obéissais à d'autres, à ceux qui étaient les ennemis craints de leurs familles?

Nous sortons, maintenant, assez régulièrement avec nos camarades. Un dimanche matin, je rentrais de patrouille avec ma section, lorsque le lieutenant décida de nous faire passer par le village d'Haoura.

Voilà que l'un de mes élèves, Salas, un garçon sensible et attachant, surgit d'une ruelle étroite. Il reste stupéfait en me reconnaissant. Je lui dis bonjour. Rien ! J'insiste. Toujours rien ! Il me faut continuer, rattraper la section. J'accélère le pas. Gêné, il tourne la tête.

Le lendemain, Fatima me dit :

— Hier, toi aussi, tu as brûlé des maisons et frappé des femmes...

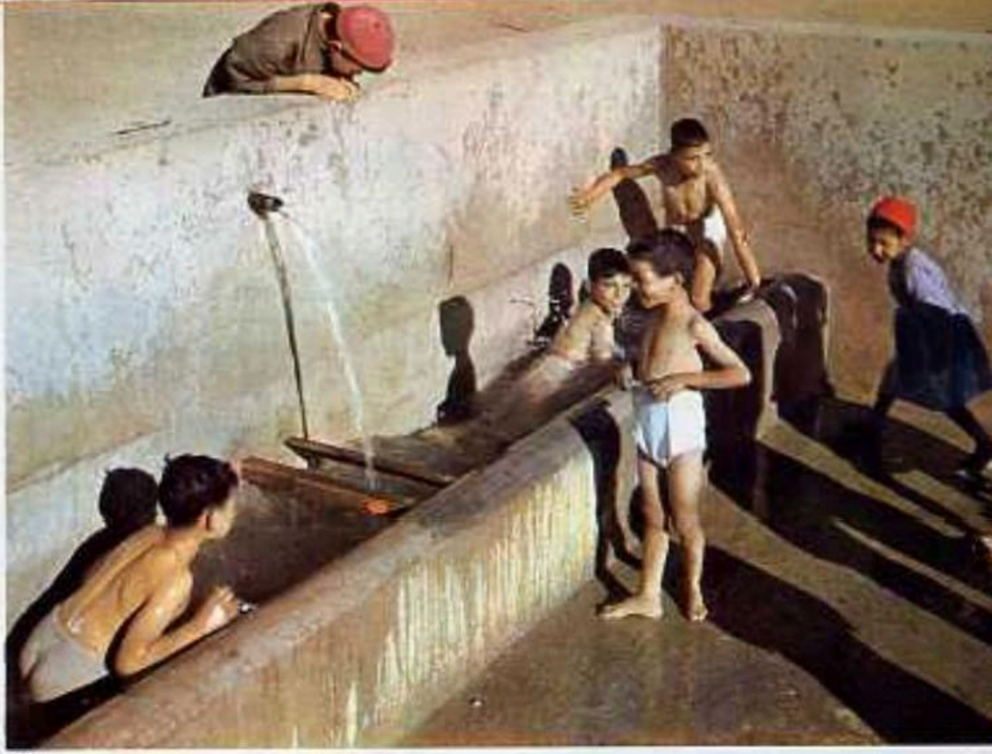
Pourquoi m'aurait-elle cru plus que ses frères ou ses oncles fellaghas? En définitive, elle en arrivait à ne plus croire personne et à mépriser autant les uns que les autres.

Cependant, jour après jour, la classe continuait. En été, la chaleur est difficilement supportable sous la tente ; il fallait en relever les bords le plus possible, pour avoir l'illusion d'un peu ►

ils venaient pieds nus et en haillons

d'air. Résultat : au premier coup de vent, les feuilles des cahiers s'envolaient... La tente complètement fermée, impossible d'écrire ou de lire, faute de lumière.

En hiver, nous devons faire ronfler au maximum nos poêles, qui ne suffisent pas à réchauffer l'ensemble de la classe et brûlent les enfants serrés à proximité, autour des tables, et assis sur des chaises en équilibre instable sur le sol meuble. Pour leur procurer un minimum d'éclairage, j'ai « récupéré » en fraude quelques lampes à acétylène, d'un fonctionnement dangereux et imparfait... Ardoises, crayons, cahiers, livres, autant de problèmes. Les crédits ont bien été prévus pour le fonctionnement de l'école, mais... l'officier S.A.S., qui centralise et répartit le matériel à acheter, favorise l'école, coquette et moderne, qu'il a fait construire dans le village voisin. Mes réclamations restent sans réponse.



Toujours à la hauteur

Je décide, alors, d'écrire directement au lieutenant S.A.S., en même temps qu'au P.C., pour dire notre « étonnement » devant cette situation, sans passer, évidemment, par la voie hiérarchique. Le résultat ne se fait pas attendre. Le P.C. a dû rappeler l'officier S.A.S. à l'ordre. Quelques jours plus tard, il monte à la compagnie. Il est indigné, scandalisé, il ne peut admettre qu'un deuxième classe ait eu l'audace et l'impolitesse de fouler à ce point le règlement. Il est de ces hommes qui ont toujours raison !

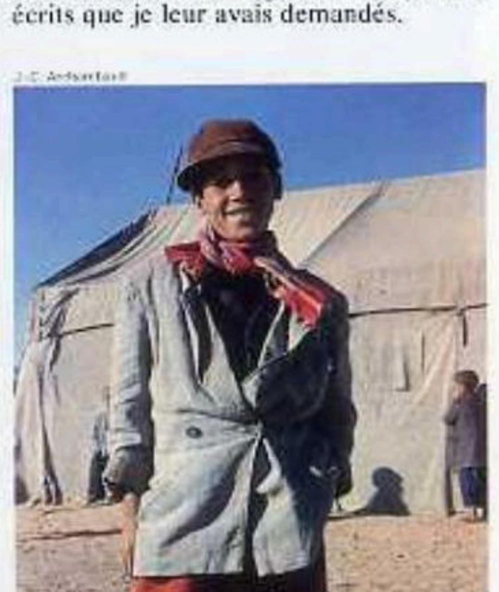
Pendant tout mon séjour en Algérie, j'ai dû lutter ainsi pour arracher du matériel aux autorités chargées de le répartir. Quand il arrivait, c'était trop tard, ou alors, en trop petite quantité. Heureusement, je recevais, régulièrement, des colis de France. Sans cette aide extérieure, combien de fois aurais-je dû laisser mes élèves rentrer chez eux faute des fournitures les plus élémentaires !

J'étais de plus en plus satisfait des progrès de mes enfants. Maintenant, la plupart savaient lire, résultat appréciable, compte tenu de nos difficultés !

En calcul, les progrès étaient plus nets encore. Le Kabyle est intelligent. Il a le sens du commerce et, partant, jongle volontiers avec les chiffres.

Bien vite, les enfants connurent le maniement des opérations et apprirent même à résoudre des problèmes d'arithmétique élémentaire. Ils perfectionnaient aussi, rapidement, leur français. Lorsque j'avais à m'entretenir avec un homme du village, ignorant notre langue, je me faisais accompagner par un de mes garçons : celui-ci se montrait toujours à la hauteur. Les enfants étaient avides de savoir. Ils manifestaient une réelle bonne volonté dans tout ce qu'ils faisaient et pour tout ce que je pouvais leur demander. Il me fallait souvent des volontaires pour des petits travaux d'entretien ou de propreté de notre « classe ». Dès que j'en demandais deux ou trois, tous les doigts se levaient. Je n'ai jamais revu une telle spontanéité ni une telle ardeur dans mes classes en France.

Quelquefois, il me fallait abandonner mes gosses pour retourner au camp. Je partais sans inquiétude. Avec cinquante élèves, il aurait pu y avoir un chahut monstre, mais j'étais sûr de les trouver continuant à faire sagement les devoirs écrits que je leur avais demandés.



◀ De métropole, des colis sont arrivés. L'instituteur a pu vêtir les enfants de son école. La casquette de travers, un sourire gavroche aux lèvres : un vrai « titi » kabyle.

Il n'y avait pas que de bons moments. C'est ainsi que je constatais, assez fréquemment, des vols. Des crayons, des fournitures scolaires, des bonbons disparaissaient. Je retrouvais ces objets dans les poches d'un élève ou, plus souvent, enterrés dans la cour, en attente d'un moment propice à leur récupération : le Kabyle, m'a-t-on assuré, serait voleur de nature...

Cependant, je n'ai jamais remarqué de vols importants. Il m'arrivait de laisser, dans le tiroir de ma table, mon appareil photo, mon stylo ou d'autres objets auxquels je tenais. Un élève aurait pu s'en emparer facilement et emporter, à mon nez, son butin sous son burnous. Jamais pareille chose ne s'est produite. Jamais le plus petit larcin n'a été commis à mon détriment. Là aussi, des résultats positifs ont été obtenus. Mais, à mes yeux, ma tâche ne s'arrêtait pas à l'instruction et à l'éducation.

Je voyais les enfants venir en classe en haillons et le plus souvent pieds nus. Je savais qu'ils étaient affamés ou, plus exactement, sous-alimentés. En Kabylie, vers la fin de l'hiver, les réserves sont presque totalement épuisées et les coffres à grain sonnent le creux.

A la récréation, ils n'avaient pour se sustenter qu'un petit morceau de galette rassie et moisie, ou bien ils croquaient des glands... Souvent, ils arrachaient l'herbe dans les barbelés et la mâchaient lentement pour couper la faim qui les tenaillait.

Avec mes camarades, nous avons lancé des S.O.S. à toutes nos connaissances en métropole. Un jour, les colis ont commencé à arriver. C'était fête lorsque je pouvais déposer sur ma table les paquets de vêtements et les déballer de-

Dans la plupart des maisons kabyles, on ignore le savon. L'instituteur apprendra aux enfants à se laver et à laver leurs vêtements. Ici, bain collectif.



Ronde avec les ▶ petites filles, plus attentives au jeu, généralement, qu'à l'étude. Dans leurs guenilles kabyles, ces fillettes sont charmantes.

vant les yeux émerveillés de mes enfants. Je tenais des fiches afin que les lots fussent répartis équitablement et en fonction des besoins de chacun.

Évidemment, les petites filles, attifées à l'occidentale, n'avaient plus le même charme ni la même grâce que dans leurs guenilles kabyles : il ne s'agissait d'ailleurs pas de les franciser, mais de les protéger contre le froid.

« De vrais sauvages »

Le problème de la faim fut résolu d'une autre façon. Au début, je m'étais adressé à l'officier S.A.S., qui m'avait envoyé des boîtes de lait en poudre, du sucre et du fromage américain, de quoi donner à chacun la valeur d'un grand verre de lait par jour. Il nous avait aussi promis du pain, mais la promesse, comme tant d'autres, n'eut pas de suite. Il fallait chercher autre chose.

Cette autre chose était là et j'étais bien coupable de ne pas l'avoir découverte alors qu'elle me crevait les yeux et le nez.

Les cuisines de la compagnie regorgeaient de vivres. Les repas étaient si copieux, qu'il y avait toujours quantité de restes qui allaient directement à la poubelle avec les autres détritus. Des camions déversaient ces ordures dans un oued à deux cents mètres du camp. Les enfants attendaient l'arrivée des poubelles malodorantes et se précipitaient pour ramasser qui, un morceau de pain taché de vin rouge, qui, une chaussure usagée et souillée.

Faute de mieux, je me suis entendu avec les cuisiniers pour récupérer tout ce qui était récupérable. Les cuistots s'étaient pris au jeu et me gardaient toujours un maximum. A table, dans les chambrées, les militaires de corvée suivirent le mouvement, me proposant avec insistance les fonds de marmite (proposition peut-être égoïste, puisque cela leur épargnait la peine de les laver, tant mes enfants étaient ardents à gratter le métal).

Je dois dire qu'au début les petits montrèrent une certaine répugnance devant cette nourriture nouvelle pour eux. Mais la faim étant la plus forte, ils ne tardèrent pas à modifier les habitudes acquises... et même à rapporter de la tambouille à la maison.

On se doute que les couverts manquaient. Les gosses dévoraient. Ils mangeaient avec leurs doigts, et des boîtes de conserve vides tenaient lieu d'assiettes, ce qui choquait certains de mes compagnons : « De vrais sauvages ! »

Vexé, j'ai écrit en France et, bientôt, j'ai reçu tout un échantillonnage de cuillers et de fourchettes. Sans pression d'aucune sorte, les enfants se servirent de ces ustensiles en personnes civilisées.

ECPA

Portrait d'un jeune instituteur. Le nombre des élèves des soldats instituteurs passera de 38 000 à 70 000 en un an.

Autre problème, les gosses étaient sales : il n'y avait pas, au village, le moindre morceau de savon. Une fois de plus, j'allai pleurer chez l'officier S.A.S. Non sans difficulté – il n'y avait pas de « précédent » – il m'en procura, et même des quantités incroyables. A partir de ce moment, mes enfants se lavèrent. Mieux, ils apprirent à laver leurs vêtements. Il fallait les voir, garçons et filles, frottant et faisant leur lessive avec enthousiasme sur les bancs et les tables de la classe. On eût dit que la propreté faisait partie de leur nature. Leur santé était souvent déficiente. Au moment de la cueillette des figues, notamment, presque tous attrapaient une maladie des yeux. Impossible d'attendre d'eux des progrès scolaires dans cet état.

Le médecin de la compagnie se solidarisa avec moi. Une infirmerie fut installée près des barbelés entre le camp et le village. Les gens du douar venaient librement consulter le docteur, les mères surtout, soucieuses de la santé de leur progéniture.

Le « toubib » était d'une rare conscience et se tenait, jour et nuit, à la disposition de ses malades. Au début, il n'avait pas d'infirmier. A tour de rôle, mon camarade Charles et moi-même venions l'assister.

Le travail ne manquait pas, et il fallait avoir le cœur bien accroché...

La confiance me paraissait solidement établie quand, un jour, il n'y eut plus personne, ni à l'école ni à l'infirmerie. Un mot d'ordre du F.L.N., certainement, qui a été la cause de souffrances plus grandes et de morts plus nombreuses, peut-être, que bien des combats que nous lui avons livrés !

La guerre n'était pas encore perdue, mais je n'avais pour ma part, malheureusement, pas gagné « ma » paix. H

D'après Jean PILCHEN

GEORGES BUIS, COLONEL DES PORTES DE FER



◄ Le colonel Buis *(à droite)*, commandant du secteur, donne des ordres au lieutenant-colonel Sarrazin, sur la cote 1038, dans les Beni-Ouagag. Buis : grand soldat et humaniste. Un goût prononcé pour la poésie.

TANDIS que nombre de colonels à travers l'Algérie appliquent les méthodes de la guerre révolutionnaire qu'ils ont rapportées d'Indochine, un homme, un soldat dans la tradition, mène le combat en silence et obtient de beaux résultats dans son secteur des Portes de Fer. Et cela, tout seul. Sans le concours de forces spéciales ni de leurs méthodes qu'il tient pour détestables à tout point de vue. C'est le colonel Georges Buis.

Les Portes de Fer... On peut imaginer le Constantinois, d'une part, et l'Algérois, d'autre part, comme les deux parties d'un sablier posé horizontalement et orienté est-ouest, dont le goulet d'étranglement serait les Portes de Fer.

A l'est, vers le Constantinois, ce sablier s'évase entre deux chaînes de montagnes divergentes entre lesquelles s'étale un vaste plateau sur lequel on rencontre des villes de plus en plus importantes : d'abord Bordj-bou-Arréridj — dont le nom revient quotidiennement dans les communiqués militaires de l'époque —, puis Sétif, puis Constantine.

La chaîne de montagnes nord, ce sont les Bibans, dont le flanc opposé à celui du plateau dévale vers la Soummam. La chaîne sud, ce sont les monts de Mansoura, puis ceux du Hodna qui conduisent vers la Tunisie. Sans être le poste clé de l'Algérie, le défilé des Portes de Fer, lieu de passage traditionnel, est d'une importance capitale. Tout ce qui vient de l'Algérois ou de Kabylie y transite nécessairement pour gagner la Tunisie.

Venant de la Soummam, les rebelles atteignent la crête des Bibans d'où ils peuvent dégringoler pour « faire des coups » vers ces villes politisées de Bordj-bou-Arréridj et de Sétif qui ont toujours entretenu les traditions de la révolte. C'est de Bordj-bou-Arréridj qu'était parti, rappelons-le, le soulèvement de 1870.

Dans ce gros bourg, en 1954, se réunissait ce qu'on peut appeler le « Club des Jacobins » algérien. Au « Café des Arts », sur la place de Bordj-bou-Arréridj, Ferhat Abbas, laissant sa pharmacie de Sétif aux mains d'un préparateur, avait longtemps tenu perma-

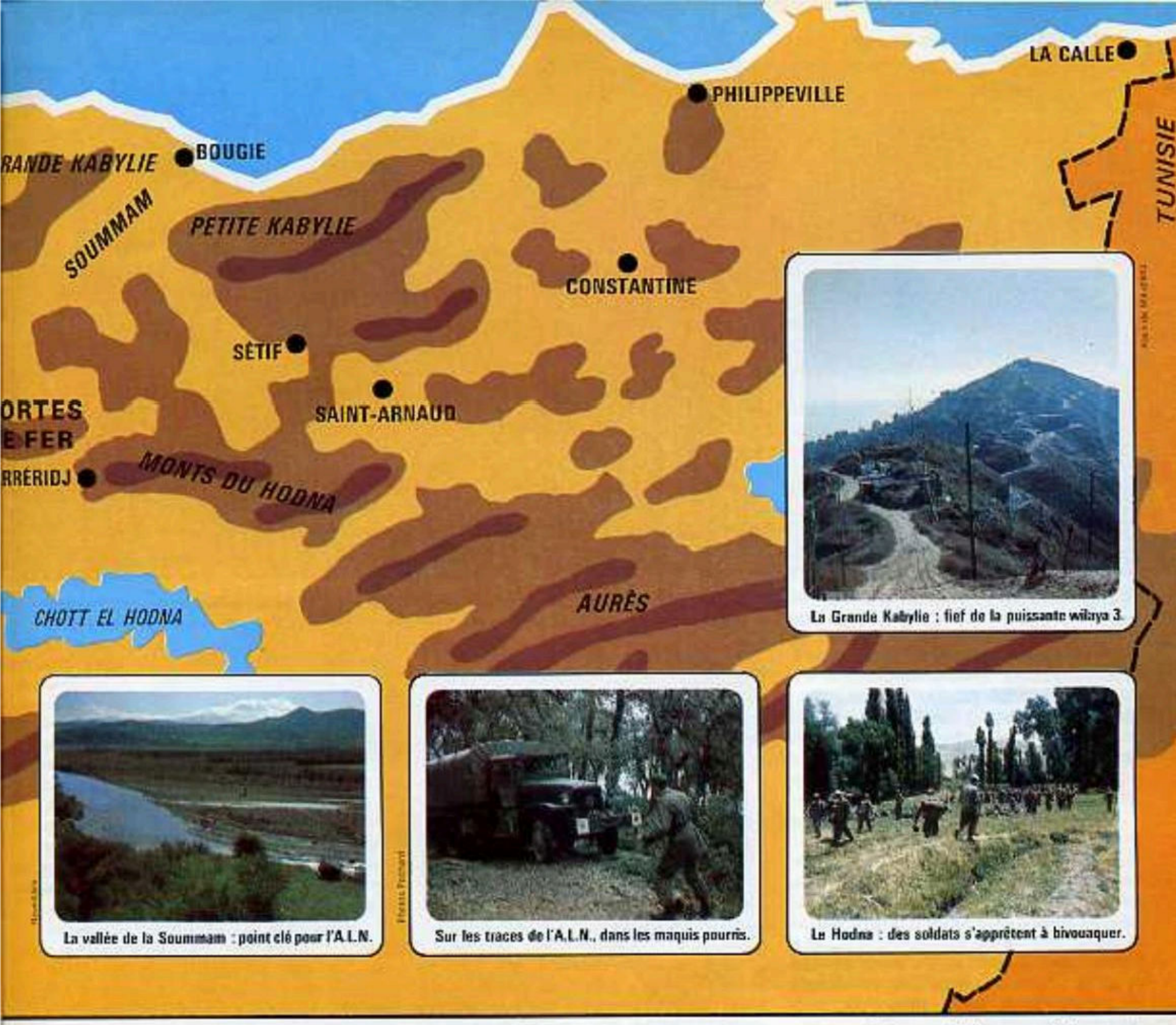
ALGER
TIZI-OUZOU
BENI-MANSOU
AUMALE
CHAINE DES BIBANS
BORD

Le massif de l'Aurès, berceau de la rébellion.

A gauche : Georges Buis à Damas, fin juillet 1941, en compagnie des généraux de Gaulle et Catroux. Ce dernier le prit comme chef de cabinet pendant quelques mois. *A droite :* le lieutenant Buis à Damas en 1938 *(à droite)*.







La Grande Kabylie : fief de la puissante wilaya 3.

La vallée de la Soummam : point clé pour l'A.L.N.

Sur les traces de l'A.L.N., dans les maquis pourris.

Le Hodna : des soldats s'apprêtent à bivouaquer.

Les Portes de Fer : un défilé sauvage qui fait communiquer l'Algérois avec le Constantinois. Les Turcs en faisaient déjà usage jadis, mais ils devaient payer un droit de péage aux tribus voisines. Dans ce secteur, Amirouche fait la loi. Le colonel Buis aura pour tâche de déloger ses troupes car c'est dans cette zone que doit passer l'oléoduc qui transportera le pétrole du Sahara.

nence. Quant aux environs de Sétif, ils avaient été, on s'en souvient, le théâtre des dramatiques événements de 1946.

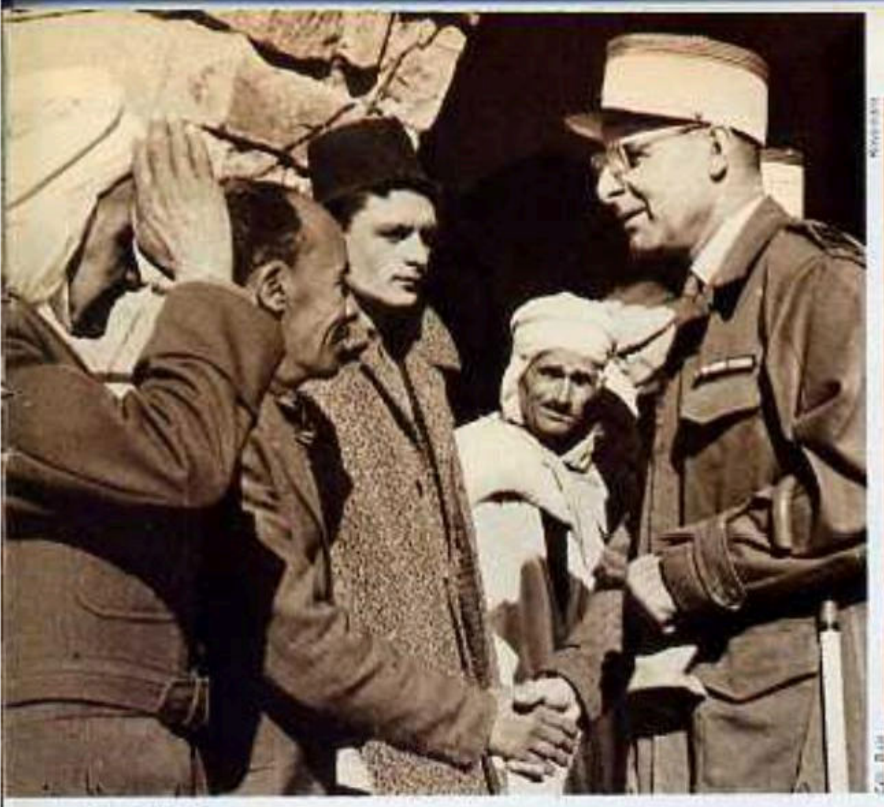
Après les Portes de Fer, les colonnes rebelles en route pour la Tunisie abordaient le Mansoura, énorme montagne à vaches où s'aligne une chaîne de villages prospères : K'Sour, Dar-Khira, où elles se reposaient, se « refaisaient » avant de reprendre la route, très dure, du Hodna et de la *kalaa* des Beni-Hammad, voie ancestrale qui date des Romains et traverse ce qui fut le siège de la dynastie berbère, puis la résidence des vieux pachas turcs. Une route sur laquelle, vers l'an 1000, le vieux peuple communiquait par des feux allumés sur les crêtes et qu'a, d'instinct, retrouvé l'oléoduc.

Mais revenons aux Portes de Fer. Un coin pourri, dur, âpre. Un chaos minéral de rocs érodés et déchiquetés. Un site d'une grande beauté mais hostile aux humains et donc idéal pour les combats que mènent les *djounoud* rudes et aguerris. On comprend que les rebelles retranchés dans les Beni-Ouagag, au milieu d'un maquis de pins maritimes, d'arbousiers et de chênes, aient pu tenir contre des opérations lancées par un corps d'armée tout entier : l'ensemble, la nuit, était entièrement aux mains du F.L.N.

Une évasion rocambolesque

Un officier typique, d'une espèce présente en tout temps dans l'armée française, ce colonel Buis, commandant du secteur du Hodna ouest. Un soldat tout autant qu'un humaniste, qui fait la guerre sans ménager l'adversaire, mais qui, le soir, après le combat, médite les pages du *Dieu caché*, de Lucien Goldmann. Un ouvrage dont l'épigraphe résume les préoccupations intellectuelles d'alors du commandant de secteur. C'est un extrait d'une lettre de Sœur Marie-Angélique au grand Arnaud : « Le bon Monseigneur de Nantes m'a appris une vérité que je goûte fort : que celui-là est bien exigeant à qui le Dieu caché ne suffit pas. »

La vie de Buis est un véritable roman. Il naît à Saigon, où les hasards du métier des armes ont conduit son père, officier de la coloniale. Jeune homme, il est attiré par la littérature et principalement par le mouvement surréaliste. Ses goûts le poussent vers les lettres, mais il lui faut respecter la tradition familiale qui veut qu'après le lycée on entre à l' « X » ou à « Cyr ».





Un cèdre immense, flamboyant sous le soleil couchant, dont la vue réjouirait l'esthète qu'est le colonel Buis.

Ci-dessus : le colonel Buis échange quelques mots avec un groupe de musulmans. *Ci-contre :* le colonel Buis s'adresse à la population de la mechta Ben-Aroua. Derrière lui, un peu en retrait, l'interprète, le spahi Cardonna. Une région sauvage, un vaste ensemble de pierres grises où ne pousse qu'une herbe dure.



◄ Le colonel Buis s'adresse à la population de Drarjal. A sa droite, Cardonna, l'interprète. Buis, cet humaniste, ami des arts et des poètes, tue parce que c'est la guerre, mais cette guerre, il la fait sans bavures, sans l'aide des D.O.P. On serait presque tenté de dire qu'il fait une guerre propre.

dans les villages, il aimait mieux les employer au combat.

« Mon général, lui a-t-il dit, la solution, à mon avis, sortira de la guerre ou de la diplomatie, mais certainement pas du paternalisme, que l'on découvre lorsqu'il n'est plus temps... Un soldat qui n'est pas en patrouille ou qui ne tient pas un poste, est en dehors de sa mission telle que je la conçois. »

Le général Dunoyer de Segonzac avait, lui aussi, sa mission et il ne pouvait accepter une sortie de ce genre de la part d'un subordonné, même ami.

Buis sait parfaitement — il l'a appris en Orient — qu'à partir du moment où les femmes deviennent les leaders de la résistance, la partie est perdue sur le plan sociologique. Ah ! ces villages de femmes dont tous les hommes sont partis... Comme ils sont murés dans un silence épais ! Les jeunes sont enceintes parce que leur mari vient les voir la nuit, ce qu'elles nient effrontément. Les vieilles portent la semoule aux katibas et elles sont fières que leur fils soit, comme elles disent, « dans la broussaille »... Lorsqu'on en est arrivé à ce point, il n'y a plus rien d'autre à faire que la guerre, qu'à jouer les chiens de chasse. Et c'est ce que fait le colonel des Portes de Fer.

La loi dans le désert...

Lorsque le colonel Buis prend, à quarante-six ans, le commandement du secteur des Portes de Fer, en mars 1958, les rebelles de la wilaya 3, celle du fameux Amirouche, font pratiquement la loi dans ce désert de pierres. Non seulement ils s'y sont installés, mais ils se déplacent presque impunément entre la montagne et les petites villes du plateau.

Il s'agit pourtant, non seulement de les déloger, mais de leur rendre le coin intenable. Car l'oléoduc destiné au transport du pétrole du Sahara jusqu'à Bougie va passer par là. Cette tâche, le nouveau colonel aux épaules solides, au caractère pas commode, va la mener à bien en six mois.

Et avec ses méthodes à lui. Buis n'a nul besoin, pour obtenir un résultat, des « détachements opérationnels de protection ». « Ces D.O.P., dont on a un peu honte, sont installés à l'écart, dans une villa ou dans une baraque solidement

"on les tient!" Il y aura, ce jour là, 120 rebelles au tapis...

gardée où n'officient que des policiers ou des officiers en civil que l'on regarde – selon son caractère – avec crainte, dégoût ou respect. Car il y a ceux – et ils sont nombreux – qui trouvent cette institution tout à fait normale. »

La première chose que fait Buis en arrivant à Bordj-bou-Arréridj, c'est de refuser l'aide du D.O.P. qui avait assisté son prédécesseur. Il n'en veut à aucun prix. Il estime qu'il ne doit pas déléguer ses responsabilités à quelqu'un d'autre. Surtout lorsque cet autre ne se conduit pas comme il entend, lui, se conduire. Il faut être dur, soit ! mais dire : « J'assume »... Si les autres utilisent des troupes spéciales, ils démissionnent et cela les regarde. Buis ne veut pas juger. Mais qu'on ne les lui impose pas.

Commandant de secteur, qui peut à la demande disposer des unités dont il a éventuellement besoin, Buis a directement sous ses ordres un bataillon du 57e R.I., le vieux régiment de Bordeaux, deux bataillons de tirailleurs et des unités diverses. Surtout il est « le » commandant du 8e spahis, qui fait sa fierté.

Les cavaliers de la « légère »

Ce régiment a une histoire malheureuse. Un de ses pelotons tenait le poste de Lahourane, installé dans une maison forestière, lorsque celui-ci a été enlevé par les « fells » avec ses automitrailleuses. Après cette pénible affaire, le 8e devait être envoyé, à titre de sanction, à Laghouat, lorsque Buis obtint du directeur du personnel à Paris, le général Vésinet, compagnon de la Libération comme lui-même, de se le voir confier.

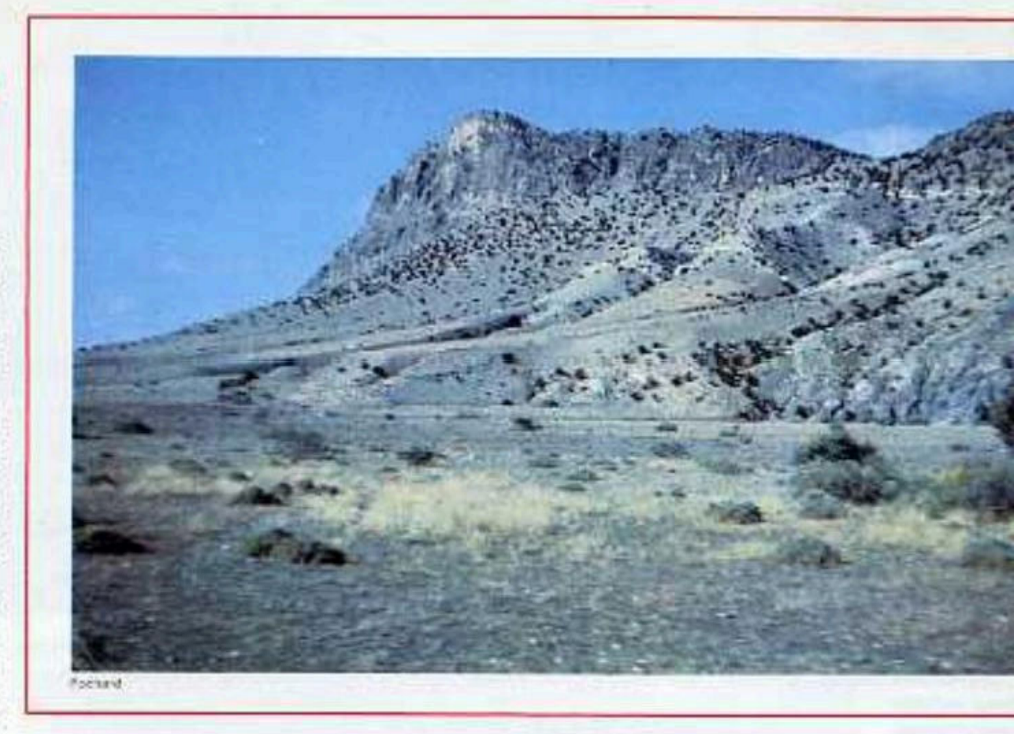
« Je voulais rendre sa fierté à ce régiment, explique Buis. Aussi, je ne lui ai rien ménagé, je l'ai mis bien souvent, par dissémination délibérée, dans des situations très dangereuses. Résultat : en trois ou quatre mois, les hommes se sont retrouvés insolents comme doivent l'être les cavaliers de la « légère » et prêts à tout. Ils ont fait de très belles choses. »

Avec ses hommes, Buis commence par se rendre maître des crêtes. Non pas en échenillant, mais en tenant les accès. Cela, après toute une série d'opérations sur les villages et en débordant sur l'autre versant, vers la Soummam.

Le problème étant d'enlever le plus de pierres possible dans le gué qu'emprunte le F.L.N., Buis commence par supprimer ces points d'appui que constituent les fermes isolées. Pour cela, ailleurs, on pratique la politique du « regroupement ». Le colonel Buis, qui, décidément, n'est jamais d'accord, la désapprouve. Il ne veut pas de ces lamentables transferts de populations que l'on parque – dans quelles conditions bien souvent ! – loin de chez elles, sous le contrôle permanent de l'armée. Il leur préfère – et il est loin d'être le seul – la formule du « resserrement » qui prive tout aussi bien le F.L.N. du support des populations. Elle consiste, cette formule, à rassembler les habitants des fermes isolées dans un village où l'on peut mettre un poste. C'est Saint-Martin-du-Haut qui se serre autour de la mairie à Saint-Martin-du-Bas. Les gens y demeurent chez eux et ils peuvent faire paître leurs troupeaux sur leur terre en continuant de cultiver celle-ci.

... Casser les katibas

Le colonel Buis ne s'attaque pas directement au problème des villes. Il sait par expérience que les attentats y cesse-


Pochard


Cl. Bargain-Albertotz



◄ Les Portes de Fer : Bab-el-Kébir livre le passage à l'oued Chebba. Bab-es-Seghir donne accès à l'oued Ktone.

Le S.E.-3130 *Alouette II*. Caractéristiques : une turbine Turbomeca « Artouste II » de 360 CV maximum. Capacité : 5 personnes. Diamètre du rotor tripale : 10,20 m. Longueur du fuselage : 9,70 m. Largeur : 2,08 m. Hauteur : 2,75 m. Poids à vide : 850 kg. Poids total : 1 500 kg. Vitesse maximum : 177 km/h. Vitesse de croisière : 170 km/h. Autonomie : 3 heures 15 minutes ou 600 kilomètres.

ront le jour où les envoyés des katibas qui les entourent et qui font régner la terreur seront impuissants. Le bourgeois nationaliste, raisonne Buis — et ceci est vrai partout —, n'est généralement pas un combattant. C'est la peur qui le contraint à faire le jeu du soldat rebelle. Une fois la katiba cassée, l'homme de la ville, sans devenir un allié pour autant, se tiendra tranquille. La partie sera gagnée.

Le colonel des Portes de Fer va donc casser les katibas. Il commence par le nord. D'abord en lançant une série

◄ La gare de Bordj-bou-Arréridj. Des massifs montagneux entourent la ville. Le colonel Buis y a installé son P.C. De là, il commande les opérations dans cette région hostile que sont les Portes de Fer, la chaîne des Bibans, les monts du Hodna. Peu à peu le colonel Buis reconstituera le chemin emprunté par les *djounoud* qui va de la *guelaa*, sur les crêtes des Bibans, passe ensuite par le djebel Mansoura pour aboutir à la *kalaa* des Beni-Hammad.

d'opérations-surprise, de feintes, qui lui permettent de tuer, un jour, trois « fells », un autre jour, quatre, un autre jour, une dizaine... Bientôt, il obtient ainsi l'ordre de bataille complet de la katiba d'en face. Car les hommes qui l'encadrent sont de petits fonctionnaires kabyles, employés, secrétaires, instituteurs, qui ont la manie de tout écrire sur des cahiers d'écolier à l'encre violette de l'école primaire. Tout est tenu à jour : les noms des hommes, le numéro de leurs armes, etc. Ces précieux cahiers saisis, il suffit ensuite de reconstituer le puzzle pour savoir exactement à qui l'on a affaire.

Quand il se sent prêt, le colonel lance sa première opération dans les Bibans avec l'aide des forces de manœuvre opérationnelles : les parachutistes. Pendant quarante-huit heures, c'est le « bide », le grand désespoir. Pourtant, Buis en est sûr, la katiba est là. Mais les hommes crapahutent en vain. Ils ne trouvent rien. Le *Piper* d'observation, dégoûté, lance un message : « Je ne sers à rien ici... »

« Rentrez à votre base si vous n'êtes pas heureux », lui répond Buis, doublement furieux.

C'est à ce moment que tous les postes de radio se mettent à grésiller : « On les tient ! On les tient ! » Il y eut ce jour-là 100 à 120 rebelles au tapis et autant d'armes récupérées... Un vrai « bilan », encore que ce mot lui répugne, mais comme les aime tout de même bien le colonel des Portes de Fer. Il est là pour ça...

Il peut à présent se tourner vers le sud, vers les Beni-Ouagag, un véritable coupe-gorge où se rassemble tout ce qui transite depuis l'Algérois jusqu'en Tunisie. Il se lance au culot dans une succession de paris. Il fait ce qui, en cas d'échec, ne serait pas pardonné : il dissémine des automitrailleuses un peu partout dans les mechtas. Ainsi parvient-il à savoir un peu ce qui se passe dans le secteur.

« Un petit peu seulement, se souvient Buis aujourd'hui. Car personne n'a jamais eu, à l'avance, un renseignement exploitable en Algérie. Je défie quiconque de me prouver le contraire. On nous disait toujours : « Il y a eu une « katiba qui est passée hier. Il paraît « que Tartempion traîne dans les para- « ges et qu'il était à tel endroit avant- « hier... » Mais jamais, au grand jamais, quelqu'un n'est venu nous prévenir qu'on allait porter la galette ou la soupe aux gens qui étaient là-bas... »

Chasse dans les Beni-Ouagag

Les chenilles, les biffins et les harkas, survolés par un ou deux T-6 et par un *Piper*, mènent une chasse permanente à coups de commandos dans les Beni-Ouagag. Ils y découvrent d'abord deux importantes infirmeries dont l'une s'appelle « Le Caire », l'autre « Tunis ». Ils trouvent ensuite des dépôts de munitions, des campements souterrains qu'ils détruisent. Ainsi les rebelles se voient-ils privés de leurs « maisons de repos » installées sur la route de Tunis. Une route qu'ils devront tout de même emprunter car il n'y en a pas d'autre, mais sans pouvoir s'arrêter, sans trouver de refuge.

Buis, alors, s'attaque au Hodna. ►



Coll. Buis

◀ *De gauche à droite :* le général Martin, le capitaine du Jeu, de Gaulle, le général Olié, Guillaumat, le colonel Buis et Paul Delouvrier. C'était le 28 août 1959 à Zemmorah, au cours d'une « tournée des popotes »...

Amirouche est parti à la tête de sa katiba afin d'essayer de rétablir la liaison

Encore un coin charmant. Une succession de pentes dénudées, hérissées de roches abruptes, dans laquelle on ne pénètre que par une passe étroite. Sauf quelques chasseurs, personne n'y était allé depuis une cinquantaine d'années.

« Je me rappelle le premier « coup » que nous avons réussi là, avec le capitaine Combette, évoque Buis. A l'issue d'une opération-surprise, au début du mois de mai 1958, nous avions dormi dans la montagne. Au matin, l'un des radios me dit : « Vous savez, il s'est » passé des choses, hier, à Alger... »

Les fleurs orange du napalm

» Nous étions le 14 mai... Perdus dans la nature, tout occupés que nous étions à chasser le fellagha, ce qui se passait ailleurs — et même la prise du Gouvernement général — ne parvenait jusqu'à nous que lorsque les radios quittaient la longueur d'onde opérationnelle. »

Les événements du Forum ont leur répercussion à Bordj-bou-Arréridj, où un comité de salut public a été créé. Buis dissuade ses officiers d'en faire partie. Pour lui, point n'est besoin d'un « organisme annexe » pour régler le problème auquel la France doit faire face en Algérie. Et il repart en opération.

Il vient d'apprendre qu'Amirouche, le fameux chef de la wilaya 3, n'ayant plus de contact avec la Tunisie, est parti à la tête de sa katiba pour essayer de rétablir la liaison. Buis monte une opération pour la coincer avec les parachutistes, dont ceux du 1er R.C.P. commandés par le lieutenant-colonel Cousteaux.

Pendant quatre jours le colonel des Portes de Fer ratisse les pentes du djebel Mansoura. Rien. Les paras maugréent : « Ces c...-là nous ont emmenés sur une affaire en bois !... »

Enfin, un chef de harka tient quelque chose. Un homme a posé culotte, il y a très peu de temps, à proximité de la « maison de pierres », un vaste ensemble d'éboulis pierreux avec d'énormes blocs de rochers gris qui se dressent au milieu d'un maquis de petits arbustes et d'herbes dures. Une masse de cinq cents mètres de côté, à flanc de colline, avec des grottes et des caches en pagaille. Un refuge extraordinaire...

Un *Piper* d'observation signale en même temps qu'un type en djellaba détale à travers le maquis... C'est parti... Les hélicos crachent leurs vagues de paras et le combat commence. Un feu intense accueille les assaillants, qui progressent mètre par mètre et acculent l'adversaire contre les rochers. C'est alors que l'aviation entre dans la danse et lâche les fleurs orange du napalm... En trois heures, tout est terminé.

Sur le terrain gisent 73 *djounoud.* Le colonel Buis met lui-même le caillou sur le ventre des morts pour être certain qu'on ne les comptera pas deux fois. Boubekeur, le secrétaire particulier d'Amirouche, est parmi les prisonniers. On récupère 71 fusils et P.M. et 5 fusils mitrailleurs ainsi que les précieux carnets du chef de la wilaya 3. Les paras du 1er R.C.P. ont eu un mort et 10 blessés. La katiba 312 n'est plus. Seul, Amirouche a pu s'échapper avant le combat, entouré d'une douzaine de gardes du corps. Sa tactique, qui consiste à ne jamais rester plus de cinq heures en un même point, lui a sauvé la vie.

La technique du ping-pong

Mais, obligé de dévaler vers le sud pour trouver son chemin, n'étant plus son maître dans la wilaya voisine, il se fera tuer au cours d'une opération dont il ne sera pas le patron.

Il ne reste bientôt dans la montagne que quelques petits groupes de quatre ou cinq fellaghas. Ce n'est pas en courant qu'on les rattrapera, estime Buis. Alors, avec le capitaine Combette, il met au point la « technique du ping-pong », comme il l'appelle. Il s'agit de « lever » les rebelles, puis de les attendre au bon endroit, comme faisaient les chasseurs dans les monts du Dauphiné où le colonel des Portes de Fer a passé une partie de sa jeunesse.

Bientôt, le colonel Buis est parvenu à ses fins. Il a écrasé deux katibas : de tels succès, bien peu en ont obtenu de semblables. Après dix-huit mois d'opérations, il contrôle les deux chaînes de montagnes entourant le plateau sur lequel, à présent, règne le calme total. Les attentats, d'autre part, ont cessé dans les villes. Le pétrole va pouvoir maintenant passer sans risque. **H**

Pierre-Albert LAMBERT

Le colonel Buis, ici avec Debré, à Bougie, à la fin de 1959. Maintenant, le secteur des Portes de Fer est pacifié. En pleine opération, il a commencé un roman *la Grotte*, dont le héros sera tué par un chef de l'A.L.N. ▶

Coll. Buis



HISTORIA
magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur :	Dessinateur :
Yves Courrière	*John Batchelor*
Conseiller auprès de la Direction :	Fabrication :
Général Razafta	*Roger Brimeur*
Rédacteur en chef :	Secrétariat de la rédaction :
Jean Fontugne	*Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoints :	Adjoint :
Jacques Kohlmann	*Charles Meyer*
Marie Elbe	
Chef service photo :	Directeur de la promotion :
François Wittmann	*Jacques Jourquin*
Directeur des publications Historia :	Assistantes :
Christian Melchior-Bonnet	*Chantal de Pinson*
	Françoise Rose
Administration :	Relations publiques :
Christian Clerc	*Claude Bénédick*
Maquettiste :	Abonnements :
Roger Brimeur	*Jean-Loup Pollé*

RÉDACTION ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS 14e. **Tél. 707-17-89.**
Telex 21311. Public Rel. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. — Belgique, 30 FB
Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2770-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 87 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou France.
BELGIQUE : 155 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES. CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du nº 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif nº 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 152 FF - 1 520 FB - 152 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 152 FF - 1 520 FB - 152 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi ; elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(Mai 1959)

FRANCE ET COMMUNAUTÉ

1er : Tsiranana, président de la République malgache ; Houphouët-Boigny, chef du gouvernement de Côte-d'Ivoire, et Yaméogo de Haute-Volta.
7-15 : visite du général de Gaulle en Touraine et en Berry.
14 : adoption de la loi-programme sur l'équipement sanitaire et social par l'Assemblée nationale.
16-31 : nouvelle vague d'attentats terroristes.
27 : le général de Gaulle reçoit le chah d'Iran.
28 : démissions de Berthoin, ministre de l'Intérieur, et de Houdet, ministre de l'Agriculture. Ils sont remplacés respectivement par Chatenet et Rochereau.
28 : grèves des ouvriers du gaz, de l'électricité, des aciéries.
30 : ouverture des travaux du tunnel sous le Mont-Blanc.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : Ferhat Abbas à Beyrouth : « Nous sommes prêts à rencontrer le général de Gaulle sur terrain neutre, sans préalable et sans ordre du jour. »
4 : demande d'armes par l'Irak à la Grande-Bretagne.
7 : de Gaulle à Bourges : « Le jour est en vue où l'Algérie sera pacifiée. »
14 : le général Kassem annonce que l'Irak n'adhère plus à la doctrine Eisenhower.
25 : Ferhat Abbas renouvelle ses avances au cours de sa visite à Khartoum.
28-30 : Ben Barka à Paris.
31 : élections sénatoriales en Algérie.

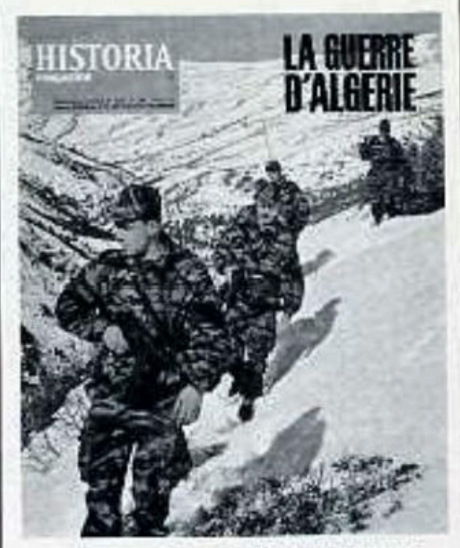
AMÉRIQUE

6 : Fidel Castro en visite au Brésil.
11 : le roi des Belges Baudouin reçu à Washington.
17 : promulgation d'une loi agraire à Cuba.
24 : mort de John Foster Dulles.

EUROPE

5 : visite du chah d'Iran à Londres.
6 : entretiens Adenauer-Debré.
6 : le président Gronchi reçu par le pape.
7 : accord de coopération atomique entre les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale.
7 : Khrouchtchev accueille le président Soekarno d'Indonésie.
11 : conférence des ministres des Affaires étrangères des Quatre sur les problèmes de Berlin.
27 : discours violents de Khrouchtchev contre l'installation de rampes de lancement de missiles dans plusieurs pays de l'Europe occidentale.
28 : le maréchal Peng Teh Huai, ministre chinois de la Défense, en visite à Tirana et à Berlin-Est.
30 : accords culturels entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne fédérale.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



CAMPS ET CENTRES DE REGROUPEMENT

Sommaire

● **Diplomatie du G.P.R.A.**
Dès les premières semaines de 1959 les dirigeants du F.L.N. réalisent qu'ils ont intérêt à chercher à compenser par des succès à l'extérieur de l'Algérie les échecs qu'ils connaissent sur le champ de bataille. Ils tentent alors d'internationaliser le problème au maximum...

● **Le Lido**
Un centre d'instruction perdu dans une vaste prairie en bordure de la mer à quelques kilomètres d'Alger. Un appelé comme les autres y vivra quatre mois...

● **Les camps de regroupement**
« S'il est un problème sur lequel tu devrais te pencher c'est celui des camps de regroupement. » C'est ce conseil que suivra l'un des adjoints de Paul Delouvrier en débarquant à Alger. Les solutions ne furent pas celles qu'on espérait.

● **Les centres de regroupement**
Le regroupement des populations est-il sorti du cerveau des militaires, d'officiers obnubilés par la guerre révolutionnaire ou même par leur expérience indochinoise ?

● **La vie quotidienne d'une compagnie**
Certains étaient dans l'aviation, d'autres servaient dans la marine. Il y avait aussi ceux des états-majors et puis les plus nombreux, ceux pour qui la guerre d'Algérie a consisté en gardes et en opérations...

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 1er trim. 1973. — Nº d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris Nº 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — Nº 281 - 22 Janvier 1973.

HISTORIA
magazine

12 pages



L'Echo d'Oran

FONDÉ EN 1844

LE PLUS FORT TIRAGE ET LA PLUS FORTE VENTE DE L'AFRIQUE DU NORD

L'ECHO DE L'ORANIE — L'ECHO DU CHELIF

JEUDI 14 MAI 1959

COMME AUX JOURS DRAMATIQUES DE MAI 1958

MAGNIFIQUE ÉLAN DE FOI ET DE FRATERNITÉ DANS TOUTE L'ALGÉRIE POUR CÉLÉBRER LE 13 MAI

ALGER: 70.000 PERSONNES ACCLAMENT M. DELOUVRIER ET LE GÉNÉRAL DE GAULLE

ORAN: LES DEUX COMMUNAUTÉS UNIES EN UNE FOULE INNOMBRABLE RENDENT HOMMAGE A L'ARMÉE

A CONSTANTINE, LE MAIRE M. ALLOUACHE A EXALTÉ LA FRATERNISATION MIRACLE DU 13 MAI

TRIOMPHE DE LA SAGESSE





« De Gaulle nous appelle tous à construire l'Algérie fraternelle. Répondons présents »

A DIT AU FORUM, DEVANT LA FOULE ALGEROISE LE DELEGUE GENERAL DU GOUVERNEMENT

SUITE PAGE 11

Satisfaction à Paris

SUITE PAGE 11





EN PAGES 11 et 12

Premier anniversaire du 13 mai 1958 à Oran. Comme à Alger, des manifestations de masse rassemblent Français de souche et Français musulmans. Les uns et les autres souhaitent retrouver l'ambiance des journées de fraternisation, espérer que Paris se souvienne. Mais les banderoles « Vive de Gaulle ! » sont remplacées par un nouvel appel au général Massu.